

Université Abderrahmane Mira de Bejaia
Faculté des Sciences Économique, Commerciale et des Sciences
Du Gestion
Département Des Sciences Économiques

MEMOIRE

En vue de l'obtention du diplôme de Master
En Sciences Économiques

Option : Économie Monétaire et Bancaire

Thème

**L'impact des IDE sur la croissance économique en
Algérie**

Réalisé par :

Mlle : Chiker Lydia

Encadré par :

Dr. Mousli Abdenadir

Année universitaire : 2019- 2020

REMERCIEMENT

Je tiens à remercier DIEU le tout puissant de m'avoir donné courage et volonté pour accomplir ce modeste travail.

Je tiens à exprimer, mes très sincères remerciements à mon encadreur monsieur **MOUSLI Abdenadir** de m'avoir encadré, guidé et encouragé tout au long de ce travail.

Enfin, que tous ceux et toutes celles qui ont contribué de près ou de loin à la concrétisation de ce mémoire trouvent ici l'expression de ma profonde gratitude.

J'adresse mes respectueux remerciements à messieurs les membres du jury.

LYDIA

Dédicace

Je dédie ce travail à :

Mes chers parents qui m'ont beaucoup aidé dans mes études.

Mes très chers frères GHILAS, MASSINISSA, M'HAND.

A ma très cher sœur CYLIA.

Et à tous les membres de Ma famille

A tous mes amis et mes professeurs

Et à tous qui compulse ce modeste travail.

LYDIA CHIKER

Liste des abréviations

Liste des abréviations

ADF	: Augmented Dikey-Fuller
AIC	: Akaike Info Criterion
ANDI	: Agence Nationale de Développement de l'Investissement
BA	: Banque d'Algérie
BM	: Banque Mondiale
CGCI	: Caisse de Garantie des Crédits d'Investissements
CNI	: Conseil National de l'Investissement
CNRC	: Centre National du Registre de Commerce
CNUCED	: Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement
DA	: Dinar Algérien
DD	: Droit de Douane
DF	: Dickey-Fuller
DS	: processus (différence stationary)
EPA	: Établissement Public Administratif
FBCF	: Formation Brut du Capital Fixe
FEMISE	: Forum Euro-Méditerranéen des Sciences Économiques
FGCR	: Fonds de Garantie des Crédit
FMI	: Fonds Monétaire International
FMN	: Firme Multinationale
GUD	: Guichet Unique Décentralisé
IBS	: Impôts sur le Bénéfice des Sociétés
IDE	: Investissement Direct Etranger
LFC	: Loi de Finances Complémentaires

Liste des abréviations

MDS	: Milliard de Dollars
OCDE	: Organisation de Coopération et de Développement Economique
OMC	: Organisation Mondiale du Commerce
ONS	: office national des statistiques
PIB	: Produit Intérieur Brut
PME	: Petite et Moyenne Entreprise
PMI	: Petite et Moyenne Industrie
PNB	: Produit National Brut
PCSC	: Programme Complémentaire de Soutien à la Croissance
PSEM	: pays Sud et est de Méditerranée
PSRE	: Plan de Soutien à la Relance Economique
PVD	: Pays en Voie de Développement
SONATRACH	: Société Nationale de Transport de commercialisation et de la production des Hydrocarbures
SC	: Schwarz
TAP	: Taxe sur l'Activité Professionnelle
TCH	: Taux de change
TCHO	: Taux de chômage
TINF	: Taux d'inflation
TS	: (trend stationnary)
TXI	: Taux d'intérêt
TVA	: Taxe sur la Valeur Ajoutée
UE	: Union Européen
VAR	: Vecteur autorégression Estimates
VECM	: Modèle Vectoriel à Correction d'erreur

Sommaire

<i>Introduction générale</i>	<u>1</u>
<i>Chapitre I : Cadre conceptuel relatif aux IDE et la croissance économique</i>	<u>4</u>
Introduction	<u>4</u>
Section 1 : IDE : Définitions et concepts théoriques	<u>4</u>
Section 2 : Les approches théoriques de la croissance économique	<u>11</u>
Section 3 : IDE, croissance économique : quel rapport ? :	<u>18</u>
Conclusion	<u>25</u>
<i>Chapitre II l'investissement direct étranger en Algérie</i>	<u>28</u>
Introduction	<u>28</u>
Section 1 : L'encadrement des IDE en Algérie	<u>28</u>
Section 2 : L'évolution des IDE en Algérie	<u>37</u>
Conclusion	<u>45</u>
<i>Chapitre III : Étude économétrique de l'impact des investissements directs étrangers sur la croissance économique en Algérie</i>	<u>47</u>
Introduction	<u>47</u>
Section 1 : présentation et analyse graphique des séries de données	<u>47</u>
Section 2 : Étude de la stationnarité des séries de données	<u>54</u>
Section 3 : Analyse multivariée des séries de données	<u>59</u>
Conclusion	<u>70</u>
Conclusion générale	<u>71</u>
Bibliographique	<u>74</u>
Annexes	<u>79</u>

Introduction générale

Introduction générale

Introduction générale

L'investissement en général et les investissements directs étrangers (IDE) en particulier, sont considérés aujourd'hui comme un facteur clé du développement et de la croissance des pays. L'essor qu'a pris le phénomène de la mondialisation avec ses séries de modifications structurelles et de réglementations internationales est venu favoriser l'intégration des économies et supprimer les distances qui, auparavant, paralysaient les échanges entre les États. Une des manifestations de la mondialisation est le développement important qu'ont connu les flux de capitaux entre les pays ; nous assistons ces dernières années à une concurrence intense entre les pays développés dans le but d'attirer le maximum de ces flux, notamment sous forme d'IDE.

En effet, les IDE sont actuellement de plus en plus sollicités aussi bien par les pays développés que par les pays en développement et ne sont plus considérés comme un facteur de dominance, mais plutôt comme un canal majeur de transfert de technologies et d'innovation.

Les IDE contribuent pleinement à la croissance économique des pays. Dans ce cadre, les (PVD) ont pris de nombreuses mesures et on introduit plusieurs réformes dans le but d'améliorer l'environnement des affaires et l'attractivité de leurs économies pour encourager l'implantation de ces investissements au sein de leurs territoires.

L'Algérie comme tous les autres pays en voie de développement a engagé, à partir des années 80, d'importantes réformes structurelles afin d'attirer les investissements directs étrangers qui s'avèrent un instrument d'aide pour développer certains secteurs. Par cela, elle cherche à se frayer un chemin entre les nations attractives des IDE.

L'Algérie s'est mise en option pour l'économie du marché, pour cela elle œuvre sans cesse pour la mise en place d'un cadre d'investissement et d'un climat des affaires à même d'attirer l'investisseur étranger et de mobiliser l'épargne interne. À cet effet, les pouvoirs publics devront reconnaître l'importance des IDE pour le renforcement de la croissance économique.

Pour redynamiser son économie fragilisée par la chute des prix du pétrole en 1986 et faire face au remboursement de la dette. L'Algérie a entamé un processus de réformes caractérisé à la fois par son intensité et par sa profondeur. La teneur des textes promulgués à partir de

Introduction générale

1993, démontre de la volonté des pouvoirs publics en Algérie de préparer un terrain favorable pour l'attraction des IDE.

L'un des objectifs recherchés est le financement d'une partie de l'investissement global par des capitaux étrangers non générateurs de dettes. En 2001, l'Algérie a adopté une loi qui prévoyait un nombre d'avantages au profit des investisseurs résidents et non- résidents dans des conditions d'égalité conforme aux principes du traitement identique stipulé par l'article 14 de la même ordonnance.¹ L'investisseur peut bénéficier des incitations et des avantages tel que prévu dans le droit commun et dans l'ordonnance de 2001. L'Algérie, en dépit de son grand potentiel économique. Notamment sa proximité géographique avec l'Europe, ses réserves énergétiques, sont capital humain diversifiés, peine à attirer les capitaux étrangers. Mis à part le secteur des hydrocarbures et celui des télécommunications.

Dans ce contexte, il est naturel de s'interroger sur la relation entre les investissements directs étrangers et la croissance économique. L'objectif de ce travail est de mesurer empiriquement cette relation en Algérie. Donc nous tenterons de répondre à la question centrale suivante :

« Quel est l'impact des IDE sur la croissance économique en Algérie ? »

Pour répondre à cette question fondamentale, nous proposons des questions secondaires à notre question fondamentale :

- 1- Quels sont les avantages et inconvénients des IDE ?
- 2- Quels sont les obstacles qui risquent d'empêcher la progression des IDE en Algérie ?
- 3- Quelle sont les effets des IDE sur la croissance ?

Pour appréhender notre étude et répondre à nos questions de recherche nous avons élaboré deux hypothèses :

- 1- Les IDE apportent plus d'avantages que d'inconvénients au développement et à la croissance du pays.
- 2- Le climat économique et juridique algérien ne favorise pas l'attractivité des IDE dans le pays.

¹ Article N°14 l'ordonnance 01-03, journal officiel n° 47.

Introduction générale

- **La démarche méthodologique :**

Dans ce travail, nous avons opté pour la démarche méthodologique suivante : d'abord, une recherche bibliographique et documentaire ayant trait aux différents aspects théoriques et réglementaires des IDE.

Outre la recherche documentaire et la collecte de données sur le thème, nous avons procédé à une modélisation statistique en utilisant le logiciel « Eviews7 ».

- **La structuration du travail**

Pour répondre à la question principale ainsi qu'aux questions secondaires, nous avons proposé un plan composé de trois chapitres.

Le premier chapitre basé sur un cadre conceptuel relatif aux IDE et à la croissance économique. Le deuxième chapitre traite des investissements directs étrangers en Algérie. Enfin le troisième chapitre est réservé à la présentation d'un essai de modélisation de l'impact des IDE sur la croissance économique en Algérie.

Enfin, nous terminerons notre travail par une conclusion générale, dans laquelle nous présentons une synthèse des résultats obtenus tout en répondant à nos questions de départ.

Chapitre I

Cadre conceptuel relatif aux
IDE et la croissance
économique

Introduction

L'investissement direct étranger (IDE) est l'un des attributs les plus marquants de la mondialisation, l'un des formes majeurs pour les pays développés comme pour les pays en développement, il occupe une place de choix dans la plupart des pays du monde du fait de la convergence de deux préoccupations : celle des entreprises cherchant à s'internationaliser et celle des gouvernements qui cherchent à attirer de plus en plus les capitaux étrangers. En effet, les investissements directs étrangers sont maintenant de plus en plus sollicités aussi bien par les pays développés que par les pays en développement et ne sont plus considérés comme un facteur de dominance, mais plutôt comme un canal majeur de transfert de technologie et d'innovation. Ainsi que l'économie mondiale s'est complètement métamorphosée ces dernières années.

Elle évolue dans un environnement de plus en plus enchevêtré où le libre-échange, la libre circulation des capitaux et des biens deviennent des maîtres mots et où les investissements directs étrangers sont de plus en plus qualifiés comme une nouvelle voie de financement de la croissance économique.

Dans une première section de ce premier chapitre nous présenterons les concepts de base des IDE, puis en deuxième section le cadre théorique de la croissance économique et en dernière section nous mettrons en évidence le lien existant entre les IDE et la croissance économique.

Section I : IDE : Définitions et concepts théoriques

L'IDE constitue un élément principal dans le processus de développement et la croissance économique de tout pays, son rapport avec dynamique économique est tellement important qu'il conditionne l'amélioration de la croissance et la compétitivité économique.

Dans cette section sera dédiée à la présentation des aspects théoriques des IDE. Nous commençant par définir le concept ensuite nous présenterons les différentes formes et ses structures, et aussi ses déterminants.

I-1. Définitions des IDE :

On peut définir les IDE selon les différents organismes suivants :

I-1-1. Définition selon FMI

Le FMI définit les IDE comme « les investissements qu'une entité résidente d'une économie (investisseur direct) effectue dans le but d'acquérir un intérêt durable dans une entreprise résidente d'une autre économie (entreprise d'investissement direct). Par intérêt durable, on entend qu'il existe une relation à long terme entre l'investisseur et l'entreprise et que l'investisseur exerce une influence significative sur la gestion de l'entreprise¹.

I-1-2- Définition selon l'OCDE

« L'investissement direct international est motivé par la volonté d'une entreprise résidente d'une économie (investisseur direct) d'acquérir un intérêt durable dans une entreprise (entreprise d'investissement direct) qui est résidente d'une autre économie. La notion d'intérêt durable implique l'existence d'une relation de long terme entre l'investisseur direct et l'entreprise d'investissement direct et l'exercice d'une influence significative sur la gestion de l'entreprise. L'existence de cette relation est établie dès lors qu'un investisseur résident d'une économie possède, directement ou indirectement au moins dix pour cent des droits de vote d'une entreprise résidente d'une autre économie »².

I-1-3- Définition selon la banque mondiale

Pour la banque mondiale : « l'IDE est l'acquisition d'un intérêt durable dans la gestion de l'entreprise. L'IDE suppose l'intention de détenir un actif pendant quelques années et la volonté d'exercer une influence sur la gestion de cet actif ».³

I-1-4- Définition selon l'OMC et la CNUCED

L'IDE est « l'action d'un investisseur, basé dans un pays donné (pays d'origine), qui acquiert des actifs dans un autre pays (pays d'accueil), avec l'intention de les gérer.⁴

Autrement dit, c'est au niveau du pouvoir de gestion qu'on distingue un investissement direct d'un investissement en portefeuille.

¹ FMI, « manuel de la balance de paiement », 6^{ème} édition, Washington, D.C, 2009.

² OCDE, « Définition de référence de l'OCDE des investissements directs internationaux », 4^{ème} édition, OCDE, p.56.

³ www.worldbank.org, consulté le 17/03/2020.

⁴ Benchmarking, Aout 2010, « les investissements directs étrangers dans le monde », p.6

Ce dernier est constitué des titres financiers : obligations, actions et autres titres qui conservent un caractère de placement sans objectif de participation à la gestion ; ces investissements de portefeuille, effectués par des particuliers, des entreprises ou des services publics, concernent principalement les souscriptions publiques (bon de trésor) et les emprunts sur le marché des capitaux privés.

Lorsque qu'une entreprise effectue un investissement direct à l'étranger, elle devient une multinationale.

I-2- Formes des IDE

Les investissements directs étrangers peuvent prendre plusieurs formes, parmi ces formes on peut citer :

I-2-1- Greenfield (création nouvelles)

La décision de s'implanter dans un autre pays par création d'une filiale de production, d'une unité d'assemblage ou d'un laboratoire de recherche⁵, s'explique par les motifs suivant :

- ✓ Optimiser les facteurs de production : est faibles coûts de matières premières dans le pays étranger ou la main-d'œuvre bon marché.
- ✓ Être présent sur le marché.
- ✓ Contourner les barrières protectionnistes, etc.

I-2-2- Les fusions-acquisitions

Le terme de fusion –acquisition désigne les opérations de croissance externe par les quelles une entreprise prend le contrôle d'une autre entreprise en acquérant au moins 50% de son capital. Tous les secteurs d'activité et les grands pays industrialisés ont connu ce type d'opération.

I-2-3- La joint-venture

La joint-venture, également appelée une entreprise commune, une entreprise en participation ou une co-entreprise, « ce rapport soit à une création en commun, par deux

⁵ Tersen , « l'investissement international » p10

partenaires de nationalité différents, d'une société industrielle ou commerciale : soit à la prise de participation significative dans le capital d'une société étrangère implantée sur le marché d'exploitation visé, par une entreprise exportatrice nationale ».

La création d'une joint-venture permet aux entreprises qui l'ont créée de partager des technologies ou un savoir-faire, mais aussi la diversifier leurs activités, et parfois, d'accéder à un marché réputé difficile. Traditionnellement, les partenaires de la joint-venture se mettent d'accord pour partager conjointement les dépenses, les risques, mais aussi les bénéfices.

1-2-4- La succursale

Une succursale est un établissement durable d'une société à l'étranger. A la différence de la filiale, elle n'a pas de personnalité morale distincte de la maison mère et est représentative de la volonté de l'entreprise de se fixer dans le pays étranger. La succursale ne peut signer aucun contrat, ni émettre une facture, ni avoir une activité économique indépendante. Elle se contente d'informer la société mère par envoi de rapports ou d'études de marché, de gérer sur place les commandes et éventuellement le service après-vente.

1-2-5- La franchise

La franchise est un accord commercial et juridique par lequel une entreprise appelée « franchiseur » s'engage à fournir à une autre entreprise, dit « franchisee » le droit d'utiliser une marque, un savoir-faire et de bénéficier d'une assistance permanente en contrepartie d'une rémunération. Cette option permet à l'entreprise « franchisee » de démarrer une activité clé en main car elle bénéficie au démarrage d'un ensemble d'éléments qu'elle n'aura pas à créer elle-même comme (la publicité, aménagement de locaux, fournisseur, technique de vente, etc.).

1-2-6- La sous-traitance internationale

La sous-traitance est le fait qu'une entreprise confie une partie de sa production à une autre entreprise qu'on appelle la sous-traitante, souvent une PME. Cette dernière fabriquera alors les produits demandés pour le compte de la société demandeuse, ce qui permet à cette dernière de mieux gérer ses ressources, mais aussi ses coûts de production. Elle pourra ainsi faire jouer la concurrence et obtenir des prix plus bas.

1-3-Les structures des IDE

Markusen (1995)⁶ introduit une typologie des IDE basée sur la logique qui sous-tend la décision de créer des filiales à l'étranger. Il distingue :

1-3-1- Les IDE horizontaux

Consistent à créer des filiales qui produisent des biens identiques. Ils visent à faciliter l'accès de l'investisseur à un marché étranger dans l'espoir de développements futurs. Certaines factures (obstacles tarifaires, coûts de transport) affectant la compétitivité des exportations. L'investisseur préfère implanter à l'étranger des entités reproduisant, comme dans son pays d'origine, toutes les étapes de processus de production afin de servir le marché local.

1-3-2- Les IDE verticaux

L'investisseur fragment les différentes étapes de conception, de production et de commercialisation des produits en implantant dans des pays différents des filiales qui produisent des biens finis ou semi-finis différents. Il s'agit ici pour l'investisseur de tirer parti des différences de coûts des facteurs entre pays. Dans ce cas, l'activité à l'étranger est un complément de l'activité de la maison-mère. L'IDE vertical relève de la délocalisation, mais il n'en constitue que l'une des modalités.

L'IDE est dit horizontal lorsque les firmes produisent le même bien ou service à travers plusieurs filiales localisées dans plusieurs pays chaque filiale s'occupe d'approvisionner un marché potentiel dans le pays d'accueil. Ce type d'IDE a pour but de réduire les barrières commerciales et douanières ainsi que les flux commerciaux, il prend lieu si les coûts d'exportation excèdent les coûts de l'implantation à l'étranger. Et aussi pour éviter les coûts de transport, les FMN (la firme multinationale est définie comme une grande entreprise nationale qui possède ou contrôle plusieurs filiales dans plusieurs pays. Cette définition tient compte de l'origine nationale des firmes multinationales, elles appartiennent à des secteurs concentrés dans leur économie d'origine)⁷. Tendent à s'installer dans les pays étrangers pour réduire les coûts fixes d'installation et réaliser des économies d'échelles. Cette

⁶ Markusen, J, « the Boundaries of multinational Entreprises and the theory of International Trade », journal of Economic Perspective, vol. 9, n°2, 1995, pp. 169-189.

⁷ BIALES.M, «économie générale», les éditions Foucher, paris, 1996, p.82.

forme est choisie lorsque les coûts et les facteurs de production ne sont pas très éloignés entre les deux pays.

Autrement les IDE verticaux lorsqu'une entreprise se rapproche de ses fournisseurs ou de ses clients par prise de participation dans leurs capital.

- ✓ **En amont**, il s'agit principalement de l'internationalisation en direction des pays producteurs de matières ainsi que des pays susceptible de produire en sous-traitance.
- ✓ **En aval**, il s'agit des pays qui ont de forts potentiels de consommateurs, et par voie de conséquence, ceux qui peuvent abriter des industries diversifiées de transformation ; les politiques verticales d'investissement direct apparaissent d'abord comme des politiques de marché, elles visent à renforcer le pouvoir de marché acquise par la firme et à limiter la concurrence, elles peuvent également viser à limiter les effets de barrières à l'entrée qui sont naturellement érigées par les entreprises qui sont déjà présentes sur ces marchés.

1-4-Les déterminants de IDE

Les principes facteurs déterminants pour les IDE sont présentés comme suit :

1-4-1- La taille du marché⁸

La taille du marché est l'un des déterminants les plus importants de l'IDE. Elle est généralement mesurée par le PIB par habitant. L'augmentation des revenus est un signe d'une augmentation de la taille du marché et le pouvoir d'achat.

En effet, la recherche de marché constitue un important déterminant du fait que le FMN se délocalise le plus souvent vers le pays offrant une forte demande. Par exemple ; la taille du marché, le revenu par habitant qui sont des paramètres importants pour la demande, car un revenu par habitant élevé contribue à une forte demande. De même la croissance des marchés, l'accès aux marchés régionaux et mondiaux, les préférences des consommateurs locaux et mondiaux, les préférences des marché constituent également d'autre déterminants importants entrant dans les incitations des investisseurs à la recherche des marché potentiels.

⁸ Benhanbib, A, « Déterminant Et Effets Des Investissements Directs Etrangers Sur La croissance Economie En Algérie : Analyse En Données De Panel », colloque international, université Sétif 1, 11-12 mars 2013, p.11.

1-4-2- Le coût et la qualité de la main-d'œuvre

Le coût de la main-d'œuvre est un déterminant important des IDE dans la mesure où beaucoup d'entreprise se délocalisent pour tirer profit de la disponibilité des facteurs de production, notamment du coût faible du facteur travail dans les PVD. Le faible coût de la main-d'œuvre constitue donc un facteur clef d'attraction des IDE.

Cependant, les entreprises ne tiennent pas seulement compte du coût des facteurs de production mais également de leur qualité. En effet, les multinationales recherchent de plus en plus de la main d'œuvre de très bonne qualité dans la mesure où ces entreprises s'intéressent davantage à la production de bien intensifs en capital et en technologie. Ainsi, une main-d'œuvre à coût bas et de bonne qualité permet d'accroître à la fois la productivité et le rendement des IDE⁹.

1-4-3- Le degré d'ouverture commerciale

L'attraction des IDE est aussi tributaire du degré d'intégration à l'économie mondiale. L'ouverture d'une économie est mesurée par le ratio des importations et des exportations par rapport au PIB, elle tient compte du fait que les économies plus ouvertes tendent à être plus vulnérables à la perte de l'accès au financement extérieur. Ainsi, la diminution des niveaux des restrictions sur les transactions commerciales avec l'extérieur tend à augmenter les IDE horizontaux dans les pays d'accueil. Cependant, l'IDE vertical qui est considérée comme un investissement qui ne cherche pas le marché ; dans ce cas, les firmes multinationales préfèrent s'installer dans des économies plus ouvertes¹⁰.

1-4-4- Accès aux ressources naturelles

Les firmes sont naturellement sensibles aux caractéristiques exogènes des territoires. Chaque pays, chaque région dispose de dotation naturelle influençant la productivité et le profit des entreprises. De même, la présence de terre à cultiver, de ressource minière, d'un accès à la mère d'un fort ensoleillement ou tout autre avantage naturel, permet donc d'expliquer certains choix de localisation en particulier pour les entreprises utilisant ce facteur de production. Néanmoins, l'accès aux ressources naturelles, qui était considéré comme un facteur décisif pour l'implantation de FMN, l'est beaucoup moins aujourd'hui du fait de la

⁹ Menna. Y et Nait Mohand. L, « Les institutions et Attractivité des IDE en Algérie», 2015, p 53.

¹⁰ Menna. Y, et Nait Mohand. L, « Les Institutions et Attractivité des IDE en Algérie », 2015, p 51.

rapidité et la baisse des coûts de transport, mais il reste déterminant. Notamment, pour certaines industries telles l'exploitation minière et l'industrie pétrolière¹¹.

1-4-5- La stabilité macroéconomique

Friedman (1977), a mis en évidence le rôle du taux d'inflation (mesure par l'indice des prix à la consommation) qui est un indicateur important de la stabilité macroéconomique d'un pays. Par ailleurs, la volatilité du taux de change réel est considérée comme un indicateur de mauvaises politiques macro-économique qui conduit à un désalignement du taux de change réel ce qui entrave la croissance économique.

1-4-5-1- La croissance

La croissance d'une économie peut constituer un paramètre important pour les investisseurs potentiels. C'est un facteur déterminant de l'activité. En effet, l'investisseur s'intéresse d'avantage au potentiel, d'une économie qu'à son état présent.

Ainsi, un taux de croissance faible ou en déclin indique le manque de dynamisme de la demande et de la taille du marché du pays hôte, d'où une faible rentabilité de l'investissement. Par contre, rapide de l'économie du pays hôte représente une opportunité d'expansion supplémentaire pour l'investisseur une fois installé.

1-4-5-2- Le taux de chômage

Un faible taux de chômage peut renseigner l'investisseur étranger sur deux points. D'une part, il annonce une tension sur le marché du travail qui nature à provoquer rapidement des hausses de salaires. D'autre part, il informe sur l'état encore plus avancé des restructurations industrielles, ce qui signifierait que l'investisseur étranger pourrait faire face à des sureffectifs dans telle ou telle entreprise locale qu'il rachetait dans les pays hôte. Quant à un taux de chômage élevé, il renseigne sur la stagnation des activités au niveau de ce pays et sur des niveaux peu élevés des salaires.

1-4-5-3- Le taux d'inflation

Le taux d'inflation, c'est un indicateur peut renseigne sur la politique monétaire du pays, en effet, un taux d'inflation élevé, conduirait à des restrictions de crédit et donc une politique

¹¹ Menna. Y, Nait Mohand. L, « Les Institutions et Attractivité des IDE en Algérie », 2014-2015, p 52.

monétaire inflationniste qui rendent ainsi l'obtention de capitaux localement plus difficile. De même un taux d'inflation faible et instable rend également difficile l'estimation du prix d'un contrat à long terme il gêne de ce fait les anticipations et le calcul économique de l'investisseur étranger et oblige à d'incessantes opérations de couverture tout en dépréciant rapidement les perspectives du profit future.

Section 2 : Les approches théoriques de la croissance économique

La notion de croissance est un phénomène récent et ses instruments de mesure ont connu aussi une longue histoire et continuent d'alimenter les débats sur leurs efficacités et leurs pertinences. On se propose dans cette section de faire ressortir les grandes notions théoriques de la croissance et les instruments de mesure de la richesse nationale, ensuite les facteurs et les différentes théories.

2-1-Définition de la croissance économique

La croissance économique est « un processus quantitatif qui se traduit par l'augmentation, au cours d'un longue période, d'un indicateur représentatif de richesse d'un pays, le plus souvent le PIB en volume, voir le produit national brut (PNB)»¹².

En 1961, François Perroux a défini la croissance économique comme « l'accroissement durable de la démenions d'une unité économique, simple ou complexe, réalisé dans des changements de structures et éventuellement de systèmes, accompagné de progrès économiques variables»¹³.

La croissance économique n'est pas :

-L'expansion, qui augmentation conjoncturelle (de courte période) du PIB.

-Le développement économique, qui est évolution des sociétés se traduisant par l'augmentation des revenus réels de la population et une amélioration de ses conditions de vie, en particulier en matière de sécurité, de liberté, d'éducation, de santé etc.

¹² Jean-Marc Huart, « **Croissance et développement** », Bréal, 2003, p12.

¹³ Idem.

Dans ce cadre, parfois, il arrive que certains pays réalisent des taux de croissance importants, de 3 à 5 %, mais sans qu'il y ait un vrai développement économique et ce lorsque la répartition de la richesse défavorise une grande partie de la population.

2-2- Formes et types de la croissance économique

Il y a deux types de croissance¹⁴ :

- ✓ **Croissance économique extensive**, c'est le cas où l'augmentation de la production est inférieure par rapport à l'augmentation des facteurs de production utilisés.
- ✓ **Croissance économique intensive**, c'est le cas où l'augmentation de la production est plus forte que celle des facteurs de production.

Ce résultat peut être généré par l'amélioration de l'efficacité des facteurs de production mesurée par des gains de productivité. Les sources de celle-ci sont diverses mais généralement elles correspondent à la mise en œuvre du progrès technique. Ce dernier peut toucher l'organisation de travail, l'utilisation d'un nouveau procédé de production, d'une nouvelle matière première,....etc.

2-3- la mesure de croissance économique

La croissance économique désigne la variation positive de la production de biens et de services dans une économie sur une période donnée, généralement une période longue. En pratique, l'indicateur le plus utilisé pour la mesurer est le produit intérieur brut ou PIB.

2-4- Les théories de la croissance économique

La plupart des manuels de théorie économique, d'histoire de la pensée économique et d'histoire des faits économiques, font remonter les origines de la croissance à la première révolution industrielle. Initié en 1776 par la vision optimiste d'Adam Smith (vertus de la division du travail), le thème de la croissance réapparaîtra au **XIXe** siècle dans les travaux de Malthus, Ricardo et Marx. Il faudra cependant attendre le **XXe** siècle et les années 50 pour que les modèles théoriques de la croissance connaissent un véritable succès. Les modèles post

¹⁴OUAMARA. M, « L'impact des IDE sur la croissance économique en Algérie durant la période 1985-2015 », 2016-2017, p 8.

keynésiens (Harrod-Domar) et néoclassique (Solow) ont introduit un véritable débat sur la question de la croissance équilibrée. Depuis les années 70-80, la croissance a connu un nouvel essor sous l'impulsion des théoriciens de la régulation et de la croissance endogène.

2-4-1- L'école classique libérale

Depuis plus de deux siècles, les économistes s'interrogent sur les causes de la croissance. Adam Smith, Thomas Malthus, David Ricardo et Karl Marx sont les véritables précurseurs de cette réflexion¹⁵.

2-4-1-1- La division internationale d'Adam Smith(1776) :

Dans ses recherches sur la nature et les causes de la Richesse des Nation (1776), Adam Smith met en évidence le rôle de la division du travail (surplus, marché, gains de productivité) comme facteur de croissance. Cette division du travail se trouve renforcée par la participation du pays au commerce international (théorie des avantages absolus). L'optimisme de Smith apparaît à travers les traits de croissance illimitée (elle dure tant que l'on peut étendre la division du travail et le marché).

2-4-1-2- Le principe de population de Thomas Malthus (1796) :

Dans son essai sur le principe de population (1796), Thomas Malthus considère que la croissance est limitée en raison de la démographie galopant. Il attribue la misère en Angleterre au décalage entre deux lois : la loi de progression arithmétique des subsistances et la loi de progression géométrique. La sortie de cet état passe par la mortalité, la baisse de la natalité et le célibat.

2-4-1-3- Les rendements décroissants de David Ricardo(1817)

Dans ses principes de l'économie politique et de l'impôt (1817), David Ricardo souligne que la croissance est limitée par la loi des rendements décroissants. La valeur ajoutée se répartit entre trois agents : les propriétaires fonciers (rente foncière), salariés (salaires de subsistance) et le capitaliste (profit). Précisons que le profit des capitalistes est résiduel, c'est-à-dire qu'il intervient une fois le salaire et la rente foncière payés. Lorsque la population s'accroît, il convient d'augmenter la production agricole, or les nouvelles terres mises en

¹⁵DIEMER. «Economie Générale», p 96-97.

culture sont de moins en moins productives. Le coût de production va donc s'élever, entraînant inévitablement la hausse des salaires et de la rente foncière. Les profits vont se réduire jusqu'au moment les capitalistes ne seront plus incités à investir. L'économie atteint la situation d'état stationnaire. Afin de retarder cette situation, Ricardo Préconise d'augmenter les gains de productivité dans l'agriculture grâce au progrès technique et de s'ouvrir au commerce international (théorie des avantages comparatifs).

2-4-1-4- La destruction du capitalisme selon Marx (1844) :

Karl Marx a été le premier économiste à proposer un modèle formel de croissance, à l'aide de ses schémas de reproduction élargie. Il considère que la croissance est limitée dans le mode de production capitaliste en raison de la baisse tendancielle des taux de profit (1867, *Le capital*). En effet, la recherche d'une plus-value toujours plus importante (notamment grâce à des salaires bas, que Marx appelle, minimum de subsistance). Et la concurrence entre capitalistes devraient provoquer une paupérisation des ouvriers et un blocage dans le développement du système capitaliste (crise).

2-4-2- La conception Keynésienne

À la suite de la crise de 1929, de nombreux économistes inspirés par les travaux de **J.M Keynes**, vont s'interroger sur la possibilité d'une croissance équilibrée. Les modèles de Domar et Harrod vont chercher à rendre compte des conditions et caractéristiques essentielles de l'équilibre d'une économie capitaliste en croissance¹⁶.

➤ Selon Harrod :

Dans son modèle, Harrod(1929) établit une distinction entre trois taux de croissance : le taux de croissance naturel qui est le taux de croissance de production résultant de l'emploi de la population active disponible. Le taux de croissance garanti ou justifié qui est le taux de croissance qui autorise le plein emploi et la pleine utilisation du capital, il doit correspondre aux anticipations des entrepreneurs. Le taux effectif, ou effectivement constatable, dont rien ne garantit qu'il soit tel qu'il donne satisfaction aux différents groupes d'agent. Pour lui, la réalisation de la croissance équilibrée de plein emploi implique l'égalité des trois taux de croissance.

¹⁶ PHAN.D, économie de la croissance, Edition Economica, paris, 1989, p19-30.

Chez Harrod, la croissance sera régulière et équilibrée à condition que le taux d'épargne et le coefficient capital demeurent constants. En courte période, le sentier de croissance défini par le taux λ garanti ne présente pas de stabilité, car de processus cumulatifs vont s'enclencher pour toute dérive par rapport au sentier d'équilibre. Si le taux de croissance garanti est plus élevé que le taux effectifs, c'est-à-dire s'il y a surinvestissement, les capacités ont anticipé une demande qui ne s'est pas réalisée, ils vont par conséquent réduire les investissements et par le biais du multiplicateur, faire diminuer le revenu national. La dépression s'enclenche.

➤ Selon Domar

Malgré une identité formelle évidente entre le modèle de Harrod et celui de Domar, le principe problème qui préoccupe Domar est celui de chercher à quel taux doit progresser un investissement, il part d'une distinction entre deux effets de l'investissement.

- ✓ L'effet revenu signifie qu'en vertu du jeu de multiplicateur l'investissement engendre un accroissement plus que proportionnel du revenu distribué.
- ✓ L'effet de capacité, quant à lui, mesure l'augmentation de la capacité productive induite par le montant de l'investissement considéré.

Domar insiste sur un point capital pour qu'il y ait croissance équilibrée : le supplément de revenu engendré par le multiplicateur d'investissement doit autoriser l'absorption du supplément d'output obtenu et inversement. Autrement dit, il faut qu'il ait égalité entre l'effet revenu et l'effet capacité. Le rapprochement des deux effets permet à Domar de spécifier le taux de croissance d'équilibre de l'investissement. Domar souligne qu'il n'existe pas, dans une économie de marché, de forces endogènes permettant d'atteindre un équilibre spontané. Par conséquent la règle est que la croissance se réalise de façon déséquilibrée.

2-4-3- La conception néoclassique¹⁷

➤ Le modèle de Solow

Solow a construit un modèle formel de la croissance qui apporte une réponse au modèle Keynésien de Harrod et Domar. Le modèle de Solow essaye de montrer d'une part qu'il existe un équilibre dynamique de l'économie et d'autre part que cet équilibre est stable et autorise le

¹⁷ DJENAD.S, BENHAMMA.T, «Essai d'étude de l'effet des IDE sur la croissance économique en Algérie (1970 à 2014)», 2015-2016, p40-41.

plein emploi. Les hypothèses retenues sont les suivantes : l'économie produit un bien unique en combinant deux inputs ; le taux de croissance (constant) de la force de travail est une variable exogène au modèle ; la fonction de production utilisée par Solow est une fonction à facteur substituable qui connaît des rendements décroissants par contre, les rendements d'échelle sont supposés constants. Dans ce modèle on peut déduire :

- ✓ Augmenter la quantité de capital (investi) augmente de la croissance : avec un capital plus important, la main d'œuvre augmente sa productivité.
- ✓ Les pays pauvres auront un taux de croissance plus élevé que les pays riches. Ils ont en effet accumulé moins de capital, et connaissent donc des rendements plus faiblement décroissants, c'est-à-dire que toute augmentation de capital y engendre une augmentation de production proportionnellement plus forte que dans les pays riches.
- ✓ En raison des rendements décroissants des facteurs de production, les économies vont atteindre un point où toute augmentation des facteurs de production n'engendrera plus l'augmentation de production par tête. Ce point correspond à l'état stationnaire.

Il en résulte du modèle de Solow la notion de convergence conditionnelle qui signifie que plus le niveau de départ de produit réel par habitant est faible par rapport à sa position de long terme ou d'état régulier, plus le taux de croissance de l'économie est rapide, c'est l'hypothèse des rendements décroissants du capital qui permet de l'expliquer : les systèmes productifs qui, comparativement à leur stocks de capital par tête à long terme, ont moins de capital par tête, tendent à avoir des taux de capital et des taux de croissance de produit plus élevés. Mais cette convergence est qualifiée à juste titre de conditionnelle, car dans le modèle de Solow, les niveaux d'état régulier du capital par tête et de la production par tête dépendent du taux de croissance de la population, du taux d'épargne et de la position de la fonction de la production, autant de paramètres qui peuvent varier selon les économistes.

2-4-4- Les théories de la croissance endogène¹⁸

Le modèle de Solow n'expliquait pas la croissance, il signalait simplement que grâce au progrès technique, la croissance peut perdurer. Pour les tenants de la théorie de la croissance endogène, le progrès technique ne tombe pas du ciel. La croissance est ainsi assimilée à un phénomène autoentretenu par accumulation de quatre facteurs principaux : la technologie, le capital physique, le capital humain et le capital public. Le rythme d'accumulation de ces

¹⁸ « La croissance économique », p104-107.

variables dépend de choix économiques, c'est pour quoi on parle de théories de la croissance endogène.

1- Le capital physique

C'est l'équipement dans lequel investi une entreprise pour la production de bien et de service. Romer (1986) a cependant renouvelé l'analyse en proposant un modèle qui repose sur les phénomènes d'externalités entre les firmes : en investissant dans de nouveaux équipements, une firme se donne les moyens d'accroître sa propre production mais également celles des autres firmes concurrentes ou non. L'explication à ce phénomène réside dans le fait que l'investissement dans de nouvelles technologies est le point de départ à de nouveaux apprentissages par la pratique¹⁹.

2- La technologie

Est réintégré au cœur du processus de la croissance, il n'est plus considéré comme un résidu par rapport à l'apport des facteurs de production traditionnels considérés endogène (ressources naturelles, capital, travail). C'est le modèle fondateur de Paul Romer qui rend endogène l'innovation car il le fait dépendre du comportement, des initiatives et du développement des compétences des agents économiques. L'innovation est alors une activité à rendement croissant qui augmente le stock de connaissance, et le flux de ces connaissances ne peut être que bénéfique à tous, au lieu de se limiter à la firme innovante. Les firmes sont alors indépendantes et l'ambition d'innovation de chaque firme bénéficie à l'ensemble des firmes, ce qui permet à l'économie de croître²⁰.

3- Le capital humain

L'accumulation de capital humain, mise en évidence par R.Lucas (1995), peut être volontaire (une accumulation de croissance) ou involontaire (Learning by doing). En outre, la productivité privé du capital humain à un effet externe positif, car, en améliorant son niveau d'éducation et de formation, chaque individu augmente le stock de capital humain de la nation et, par là même, contribue à améliorer la productivité de l'économie national.

4-Le capital public

L'intervention de l'Etat qui investit dans des infrastructures et conduit de ce fait à l'amélioration de la productivité des entreprises privées. Une analyse de R. Barro en 1990 a

¹⁹ DIEMER.M, «la croissance économique», p .105.

²⁰ THAALBI.I, «Déterminants et Impacts des IDE sur la croissance économique», P.67.

souligné ainsi que les infrastructures facilitent la circulation des informations, des personnes, des biens. L'impôt (destiné à financer ces investissements) joue ici un rôle positif sur la croissance et non seulement un effet d'incitation sur le secteur privé. Les infrastructures publiques constituent donc un facteur de croissance à long terme en raison des économies internes qu'elles permettent pour les producteurs privés.

Section 3 : IDE, croissance économique : quel rapport ? :

Notre section présente, dans un premier temps, liens théoriques entre les Investissements Directs Etrangers et la croissance économique à travers les grands courants de la pensée économique et dans un second temps elle présente les travaux empiriques effectués dans ce sens.

3-1-Travaux théoriques

L'impact des IDE sur la croissance économique a fait l'objet de nombreuses études théoriques et occupe aujourd'hui une place prépondérante dans la littérature économique. Certain auteurs et institutions redécouvrent le rôle moteur que peuvent jouer les investissements directs étrangers dans le processus de la croissance économique.

3-1-1-Les IDE et les théories néoclassique de la croissance :

D'après les études précédentes les modèles néoclassiques ont accordé une grande importance au changement technique et au rôle qui peuvent jouer les éléments tels que l'amélioration de l'organisation de la production dans la croissance. Solow avec l'hypothèse des rendements décroissants du capital démontre que les économies qui ont un niveau initial du stock de capital par tête plus faible tentent à avoir des rendements d'échelles et des taux de croissance élevé. «L'IDE affectera la croissance uniquement à court terme, tandis qu'à long terme, et en raison de la loi des rendements décroissants par apport au capital, l'économie convergera vers un état, comme, si l'IDE n'avait jamais pris place dans celles-ci, n'affectent en aucune manière le taux de croissance à long terme»²¹.

²¹ AHISHAKIYE.H: «impact des investissements directs étrangers sur la croissance économique», revue, 2011 P.03.

3-1-2-Les IDE et les théories de croissance endogène

L'avènement de la théorie de la croissance endogène a encouragé la recherche sur les canaux, par les biais desquels, « l'IDE peut promouvoir la croissance à long terme. Puisque dans le cadre des modèles de croissance des néoclassiques de type Solow, l'effet des IDE sur la croissance est limité, vu l'hypothèse des rendements décroissants, par ailleurs, les théories de la croissance endogène considèrent que les IDE sont un moyen de transfert technologique. Ce transfert peut s'opérer directement à travers la formation et l'amélioration de la main-d'œuvre locale. Il peut s'opérer indirectement par la transmission des meilleures pratiques aux entreprises locales. Ainsi, les IDE pourraient favoriser le progrès technologique, stimuler la croissance qui permette de financer l'éducation et les activités de recherche»²².

3-2-Effet des IDE sur le développement économique

Plusieurs travaux empiriques ont analysé l'effet des investissements directs étrangers sur la croissance économique des pays d'accueil avec des résultats différents. Parmi lesquels nous retenons :

3-2-1-Effet des IDE sur les investissements domestique :

L'investissement domestique est quasiment consanguin de l'IDE. La formation brute de capital fixe (FBCF) du pays se compose de l'addition des deux.

Plusieurs études considèrent qu'il existe des effets possibles de complémentarité entre investissements étrangers et les entreprises domestiques²³.

La plupart des chercheurs conviennent de l'effet positif de l'IDE pour entraîner le développement d'investissements locaux. Une étude récente du FEMISE (Forum Euro-méditerranéen des sciences économiques) renverse la perspective en affirmant que c'est au contraire l'investissement domestique qui tire l'IDE. Pour ces auteurs, un accroissement moyen de 1% du taux d'investissement domestique au cours des 5 dernières années induit une augmentation de 0,12% des IDE de l'année suivante (hors fusion et acquisitions).

²² MULUMBA. E : «stimuler une croissance économique forte et durable grâce aux IDE», thèse université de Congo, 2010

²³ ANIMA : « l'impact des IDE sur le développement économique des pays, Etat de l'art et application à la région MED », rapport, 2001, p05.

Des études nettement plus anciennes donnaient la mesure de l'impact de l'IDE sur la FBCF. L'étude de la Brookings institution sur 58 pays en développement (1978-1995) témoigne de l'effet différentiel des divers types d'IDE : un dollar d'entrée de capitaux induit en moyenne 0,5 dollar d'investissement intérieur. Mais l'impact est variable selon la nature de flux : un dollar d'IDE augmente l'investissement intérieur de 0,8 dollar. Mais distingue entre investissement étranger (canal privilégié de transfert d'innovation technologique) et investissement domestique (consacré à des secteurs plus traditionnels, ne nécessitant pas forcément un haut niveau d'éducation). Cette étude confirme que les IDE s'exprimeraient dans les secteurs à fort contenu innovant, d'où le besoin, pour les accueillir, d'une main-d'œuvre hautement qualifiée.

Cependant, malgré ces effets théoriques potentiels, l'effet d'éviction a été plus observé au niveau des pays en voie de développement. L'effet d'éviction peut résulter de l'établissement des barrières à l'entrée, ce qui va décourager l'entrée des nouvelles entreprises, et provoquer la sortie des entrepreneurs locaux. L'IDE peut donc éliminer l'investissement domestique et pourrait alors provoquer l'appauvrissement du pays d'accueil. L'absence de complémentarité entre IDE et l'investissement domestique dans les PSEM, et n'excluent pas l'hypothèse d'effet d'éviction de l'investissement domestique par les IDE ce qui réduit leur contribution à la croissance économique²⁴.

3-2-2-Effet des IDE sur le commerce extérieur :

Les effets de l'IDE sur le commerce extérieur diffèrent selon le contexte des pays hôtes et la nature des secteurs économique. L'objectif principal de l'IDE pour les pays en développement réside dans sa contribution durable à l'intégration de l'économie des pays d'accueil dans l'économie mondiale. Ces pays pourraient asseoir une stratégie attractive de l'IDE, visant l'élargissement du marché par des mesures d'intégration et de libéralisation des échanges au niveau régional. Selon la CNUCED(2002), les firmes multinationales (FMN) peuvent agir sur le commerce des pays d'accueil aussi bien d'une façon directe qu'indirecte. Les effets directs se manifestent lorsque la production de la FMN est destinée à réexportation, ou lorsqu'elle établit en amont un lien avec les entreprises locales qui deviennent des exportateurs indirects. Les effets indirects se produisent lorsque les FMN incitent les gouvernements à développer des infrastructures et à réduire les barrières à l'échange, ainsi d'améliorer leur efficacité

²⁴ ALAYA. M : « l'investissement direct étranger et croissance économique : pour les pays de la rive sud de la méditerranée », thèse université Montesquieu-Bordeaux, 2006, p09.

productive par l'adoption des technologies avancés, pour faire face à la concurrence internationale²⁵.

3-2-3-Effet des IDE sur le transfert de technologies :

Les IDE consistent un des principaux moyens pour accéder aux technologies et la question de transfert de technologie est très complexe. Selon les Nations Unis, le transfert de technologie « est le transfert des connaissances nécessaires à la fabrication d'un produit, à l'application d'un procédé ou à la prestation d'un service, et ne s'étend pas aux transactions comportant le simple vente ou simple louage de biens». Les IDE permettent d'introduire dans les pays d'accueil un savoir technologique et des compétences managériales à condition que la population d'accueil soit en grande partie alphabétisée et que l'environnement économique soit favorable au développement. Donc les transferts de technologies dépendent de la capacité d'absorption locale, de l'éducation de cette technologie aux besoins de pays d'accueil²⁶.

3-2-4-Effet des IDE sur le développement des ressources humaines :

Le rendement des investissements est fonction de l'existence d'une main-d'œuvre qualifiée et d'infrastructures développées. Selon l'OCED, l'investissement dans l'enseignement permet d'offrir un climat favorable à l'IDE. Le stock du capital humain est un facteur déterminant de la qualité et la quantité des flux d'IDE, et un mécanisme susceptible à être développé via les IDE. L'effet des IDE peut être positif sur la croissance dans les pays où le niveau du capital humain est élevé.

3-2-5-Effet des IDE sur l'emploi :

L'un des motifs majeurs pour lesquels les Etats souhaitent attirer des investisseurs étrangers est la création d'emplois qui constitue en objectif de développement. C'est vrai que l'IDE crée de l'emploi mais cela dépend d'un certain nombre de critères. Il est fonction :

- Du mode d'implantation ;
- De la structure du produit ;
- Du niveau technologique de la firme multinationale.

²⁵ OUAMARA.M, « l'impact des IDE sur la croissance économique en Algérie », p17.

²⁶ BOUZAR.C et TAREB.F : « le transfert d'une technologie adaptée et métrisable appuyée sur les IDE comme canal de transmission : cas d'Algérie », université Mouloud Mammeri Tizi ouazou, article, 2012.

L'introduction des nouvelles technologies, les investisseurs dans la formation et la maîtrise des techniques de pointe, ainsi que l'accès aux marchés et à la production mondiale, augmente le rendement industriel. En générale à ce stade les firmes étrangères ont des salaires supérieurs à ceux des firmes locales ; mais au fur et à mesure que la part des IDE dans l'emploi augmente, les entrepreneurs locaux commencent à mieux payer les employés et développement ainsi la situation de l'emploi. Et en plus de cela un transfert de technologie est assuré avec un impact direct sur les capacités de production et d'emploi²⁷.

3-2-6-Effet des IDE sur la réduction de la pauvreté :

Les travaux concernant les impacts des IDE sur les pays d'accueil s'intéressent également au rôle qu'ils peuvent jouer dans la réduction de la pauvreté. De nombreux auteurs posent explicitement la question de la relation entre IDE et réduction de la pauvreté. Ils ont montré que les IDE ont un impact positif sur la croissance, et la croissance à un effet positif sur la réduction de la pauvreté, ce lien peut se faire notamment par l'intermédiaire du marché du travail. L'impact des IDE sur la réduction de la pauvreté passe notamment par la création d'emplois²⁸.

Selon Velde et Morrissey (2002), les FMN paient mieux leurs salariés, qui sont en général plus qualifiés, mais elles créent peu d'emplois non qualifiés à part dans le textile et sont donc peu susceptibles de réduire la pauvreté.

3-2-7-Effet des IDE sur l'environnement

Les aspects les plus importants et les plus controversés des effets des IDE sur l'environnement sont relatif à l'effet technologique.

Deux théories s'affrontent en effet :

- **La première** considère que les IDE sont un vecteur de diffusion de technologies plus modernes et plus propres du point de vue environnementale, que celles qui sont localement disponible et permettent ainsi une meilleure protection de

²⁷ Fatima BOUALAM. « Les Institutions et Attractivité des IDE » Colloque International, Ouverture et émergence en Méditerranée » 17 et 18 Octobre 2008 Rabat–Maroc. Université de Montpellier Sciences Économiques, p6.

²⁸ DJENAD.S et BENHAMMA.T, « Essai d'étude de l'effet des IDE sur la croissance économique en Algérie », p48.

l'environnement. A cet effet, Treillet²⁹, insiste sur le fait que les IDE sont susceptibles d'avoir des effets positifs sur l'environnement du pays d'accueil pour deux raisons.

- ✓ Un transfert de technologies plus propres (moins polluantes ou plus économes en ressources) comparés à celles disponibles initialement dans le pays d'accueil.
 - ✓ Une diffusion de ces technologies plus propre aux entreprises locales que ces dernières soient des fournisseurs des concurrents ou des clients des filiales créées par l'IDE.
- **La deuxième** théorie, où auteurs tels que Méral et Petit³⁰, considèrent les IDE comme une délocalisation des industries polluantes que les entreprises multinationales ont déplacé de leurs pays en développement qui est leur pays d'origine vers leurs filiales implantées à l'étranger, et notamment dans des pays en développement qui de leur côté aussi ont accentué. Cette délocalisation en n'établissant aucune norme environnementale, ou qu'ils ne veillent pas au respect de normes plus rigoureuses, ceci dans le but d'attirer d'avantages d'IDE.

3-2-8-Effet des IDE sur la distribution des revenus et les conditions du travail :

L'OCDE³¹, à réaliser une étude dans laquelle elle a mis en évidence les effets des prises de contrôle étranger sur les salaires moyens pour deux économies émergentes (Brésil et Indonésie) et trois pays de l'OCDE (Allemagne, Portugal et Royaume-Uni). Cette étude montre que les prises de contrôle étranger augmentent les salaires moyens dans les entreprises comprises entre 10% et 20% au Brésil et Indonésie, et entre 0% et 10% dans les trois pays de l'OCDE. Étant donné que dans les pays en développement les multinationales ont généralement une avance technologique sur leurs concurrents locaux, il est logique que la hausse des salaires due aux IDE y soit plus forte que dans les économies développées.

Toutefois, comme ces chiffres se rapportent aux salaires moyens il est possible de dire comment ils se répartissent sur l'ensemble des effectifs et en particulier si les augmentations

²⁹ Treille, S, « Normes environnementales et déterminants des investissements directs étrangers en direction des économies en développement » dans « Développement durable : enjeux, regards, perspectives », Cahier du GEMDEV, n°28 Avril 2002, p 134-135.

³⁰ Ph. Méral et O. Petit, « Mondialisation et technologies propres. L'importance des partenaires public : privé dans le secteur automobile » dans « Développement durable : enjeux, regards, perspectives », op cite, 2002, p 145-146.

³¹ OCDE, « L'impact des investissements directs étrangers », L'observateur de l'OCDE, Paris, Juillet 2008, p3-7.

correspondent à des gains salariaux pour les travailleurs qui restent dans l'entreprise après son rachat ou, au contraire, à des changements de composition de la main d'œuvre.

L'examen des salaires individuels plutôt que des salaires moyens offre une vision plus précise. Lorsque l'on compare les salaires des travailleurs qui restent dans les entreprises rachetées à leurs homologues des entreprises locales, on constate que les prises de contrôle étranger n'ont qu'un effet faiblement positif à court terme de l'ordre de 1% à 4% sur les salaires de travailleurs des entreprises rachetées en Allemagne, au Brésil, au Portugal et au Royaume-Uni. Cette étude indique ainsi que la hausse des salaires moyens tient en parti au changement de la structure des effectifs par qualification qui accompagne généralement les nouvelles prises de contrôle.

Cependant, si les retombées à court terme des prises de contrôle étrangères sont modestes pour les travailleurs en place, elles sont en revanche beaucoup plus importantes pour les nouveaux recrutés, comme en témoignent les gains salariaux relativement importants dont bénéficient les travailleurs qui passent d'une entreprise locale à une entreprise étrangère.

Ces gains ont été estimés à 6% au Royaume-Uni à 8% en Allemagne, 14% au Portugal et 21% au Brésil.

En revanche, chez les travailleurs ayant quitté une entreprise étrangère pour une entreprise locale, les salaires sont légèrement diminués ou sont restés inchangés.

Il est donc certain qu'au cours des premières années qui suivent une prise de contrôle par une entreprise étrangère, ce sont les travailleurs qui arrivent dans cette entreprise, et non ceux qui s'y trouvaient déjà avant le rachat, qui y gagnent en salaire. C'est donc par ce biais, selon les auteurs de l'étude, que les IDE entraînent dans un premier temps une augmentation des salaires dans les pays d'accueil. Avec le temps, une proportion croissante des travailleurs est susceptible d'en bénéficier.

En plus de ces effets directs sur les salaires, les IDE et les multinationales peuvent également avoir des effets indirects et favoriser aussi l'amélioration d'autres aspects des conditions d'emploi des travailleurs, comme la formation, le travail et la stabilité de l'emploi.

3-2-9-L'effet des IDE sur la balance des paiements :

Les IDE constituent une énorme source de finance publique. Leur encouragement se fait dans le but de faire face à l'insuffisance de l'épargne nationale, au déficit de la balance des opérations courantes et aux inconvénients du recours aux autres sources de financement génératrices de dettes. Mais l'impact des IDE sur la balance des paiements repose sur des effets positifs et négatifs³².

Les effets positifs repérables, tiennent comptes des entrées potentielles de capitaux, le développement des exportations, et la réduction des importations, et la réduction des importations remplacées par la production de la filiale.

Quant aux effets négatif, ils peuvent résulter d'une éventuelle ponction sur les ressources de crédits intérieurs dans le cas où la firme se finance sur le marché local, ou encore du rapatriement des profits, des paiements des royalties, des redevances et des dividendes, et d'une croissance des importations si l'offre ne couvre pas tous les besoins de la filiale.

Ainsi, les effets des IDE dépendent de la taille et du niveau de développement du pays d'accueil, qui détermine les perspectives futures de la firme.

3-2-10-L'effet des IDE sur la croissance et la concurrence :

L'IDE peut contribuer à favoriser la croissance économique par la stimulation de la concurrence au niveau des pays d'accueil, ce qui peut traduire par « une amélioration de la productivité, une baisse des prix, et une affectation plus efficaces des ressources »³³. On trouve également que la privatisation constitue un facteur d'attractivité d'IDE, surtout dans les pays en développement et les pays émergents. Ce facteur peut avoir des effets importants sur la croissance.

³² DJENAD. Set BENHZMMA.T, « Essai d'étude de l'effet des IDE sur la croissance économique en Algérie », p50-51.

³³ Rapport annuel de l'OCDE 2002, p18.

Conclusion

Globalement, ce chapitre a traité le lien entre la croissance économique et les IDE. Il nous a permis globalement de visualiser les grands concepts et les grandes théories qui ont donné une idée sur ce phénomène ainsi, son rapport avec les IDE. Au regard des différents résultats présentés, théoriquement et empiriquement l'IDE semble être un acteur majeur de la croissance économique, mais ne peut être considéré comme le principal remède aux problèmes de développement des pays d'accueil.

De ce fait, il est important de donner de l'importance à la structure des IDE dans le PIB. Un grand flux d'investissements directs étrangers apporte des avantages considérables à l'économie mondiale et surtout aux économies des pays en voie de développement. Cette relation stimule l'amélioration de l'efficacité à long terme du pays d'accueil grâce au transfert du capital, au transfert de technologie, à la gestion et à la promotion de l'accès aux marchés ainsi qu'à l'expansion des échanges internationaux.

Chapitre II

L'investissement direct
étranger en Algérie

Introduction

Le processus de transaction d'un système économique centralisé à une économie de marché a imposé à imposer au Gouvernement algérien, dès le début des années 90, une politique de réformes structurelles qui a rendu possible le rétablissement des équilibres macroéconomie et la libéralisation de l'économie. Ces réformes ont permis d'améliorer certaines performances en termes de croissance du produit intérieur brut (PIB). Et le développement d'un secteur privé plus dynamique, entraînant par conséquent un plus grand flux entrant d'investissements étrangers directs (IDE).

Au cours des dix dernières années, L'Algérie a obtenu des résultats positifs dans des secteurs, tels que les hydrocarbures, les télécommunications, la pharmacie, la sidérurgie et la chimie.

Toutefois, ces années n'ont pas permis au pays de bénéficier significativement des externalités positives de l'IDE (création de l'emploi, transfert de technologie et de savoir-faire, accès aux marchés internationaux).

Les investissements directs qu'ils soient étrangers ou domestique pour les pays en voie de développement les leviers de leur développement économique et social, l'investissement est le moyen le plus rationnel de toute opération de croissance et d'expansion économique.

Dans ce chapitre, on va essayer de faire un diagnostic général sur la situation de l'IDE en Algérie. Il est composé de deux sections : la première sera consacrée à l'encadrement des IDE en Algérie et dans la deuxième section, nous aborderons l'évolution des IDE dans le pays.

Section 1 : L'encadrement des IDE en Algérie

L'investissement est un outil de développement permettant d'augmenter la croissance économique et de réduire la pauvreté. En outre l'Algérie dispose d'un bon nombre d'opportunités d'investissement privés, et notamment les investissements directs étrangers.

Les IDE en Algérie réalisés dans des activités de production de biens et de services, sont régis par les dispositions de l'ordonnance n°01-3 du 20 aout 2001, modifiée et complétée relative au développement de l'investissement. Cette ordonnance a fait l'objet de modification par l'ordonnance n°06-08 du 15 juillet 2006, et les ordonnances portant lois de finances complémentaires pour 2009 et pour 2010 respectivement 09-01 du 22 juillet 2009 et n°10-10 du 26 juillet 2010.

1-1-Définition de l'investissement selon le code de l'investissement

Selon cette ordonnance, la définition de l'investisseur est donnée comme suite :

« Toute personne physique ou morale, publique ou privée, nationale ou étrangère peut investir dans les activités économiques de production de biens et de services ainsi que dans les investissements réalisés dans le cadre de l'attribution de concession et/ou de licence. Il est possible de bénéficier d'avantages en fonction des projets et de leur localisation¹ ».

Selon les termes de l'ordonnance précitée, sont considérées des investissements² :

- ✓ Les acquisitions d'actifs qui entrent dans le cadre de création d'activités nouvelles ou qui sont susceptibles d'étendre les capacités de production, de réhabiliter ou de restructurer l'outil de production.
- ✓ La participation dans le capital des entreprises (sous forme d'apport en nature ou en numéraire) ;
- ✓ Les reprises d'activités dans le cadre d'une privatisation totale ou partielle ;
- ✓ Les investissements réalisés au moyen de l'attribution de concession ou de licences sont également visés par l'ordonnance ;
- ✓ Les secteurs d'activités éligibles aux dispositions relatives au développement de l'investissement sont nombreux. Les activités culturelles, notamment cinématographiques et d'édition de livres, le sont depuis 2010.

1-2-Le financement des investissements

Le financement des différents projets d'investissements en Algérie se fait à travers les banques et établissements financiers publics et privés agréés en Algérie, au nombre de 29.

De même qu'il existe :

- ✓ Un fonds National de l'investissement, qui participe jusqu'à 34% dans le capital social des grands projets.
- ✓ Des fonds d'investissements de wilaya, destinés aux PME, gérés par cinq établissements financiers à travers le territoire national et qui peuvent participer jusqu'à 49% dans le capital social des PME.

¹ Guide de l'investissement étranger en Algérie «pour la définition de l'investissement » p43

² KMPG, Guide d'investissement en Algérie p43

L'investisseur peut également avoir recours aux institutions de garanties financières, telles que la caisse de Garantie des crédits d'investissement (CGCI), le Fonds de Garantie des crédits aux PME (FGAR). La garantie délivrée par ces derniers, aux banques et aux établissements financiers pour couvrir les crédits d'investissements qu'ils accordent aux PME est assimilée à la garantie de l'Etat³.

1-3-Liberté d'investissement et partenariat algérien

1-3-1-La liberté d'investissement

Selon les dispositions de l'ordonnance 01-03, les investissements sont réalisés librement sous réserve de la législation et des réglementations relatives aux activités réglementées et au respect de l'environnement⁴.

a) profession réglementée :

Est considérée comme activité ou profession réglementée, toute activité ou profession soumise à inscription au registre de commerce et requérant par sa nature, son contenu, son objet et les moyens mis en œuvre, la réunion de conditions particulières pour autoriser son exercice.

Le classement dans la catégorie d'activités ou profession réglementées, d'une activité quelconque, est subordonné à l'existence de préoccupation ou d'intérêts primordiaux nécessitant un encadrement juridique et technique appropriés. Ces préoccupations et intérêts doivent être liés à l'ordre public, la sécurité des biens et des services, la préservation de la santé publique, la protection de la morale et des bonnes mœurs....etc.⁵

b)-Respect de l'environnement :

Par respect de l'environnement, il faut entendre l'ensemble des activités qui ne portent pas atteinte aux principes énoncés par la loi cadre sur l'environnement, modifiée et complétée, du 05 février 1983.

1-3-2-La partenariat :

La loi de finances complémentaire pour 2009 a posé des règles d'encadrement du principe de liberté d'établissement tel qu'énoncés à l'article 4 de l'ordonnance. Dans une large mesure,

³ www.ANDI.dz, consulté le 07/04/2020 à 10 : 30

⁴ Voir l'article 04 de l'ordonnance 01-03

⁵ Voir décret exécutif N°97-04 du 18 janvier 1997, modifié et complété.

ces règles inscrivent le partenariat comme modalité unique pour tous des investissements étrangers.

Aux termes de l'article 4 bis, les investissements étrangers en vue de produire des biens ou des services ainsi que les activités de commerce extérieur (importation pour revente en l'état) et/ou de distribution, ne peuvent être réalisés que dans le cadre d'un partenariat dont l'actionnariat national résident représente 51% au moins du capital social. Par actionnariat national, il peut être entendu l'addition de plusieurs partenaires⁶.

D'autre part, « les activités de commerce extérieurs ne peuvent être exercées par des personnes physiques ou morales étrangères que dans le cadre d'un partenariat dont l'actionnaire national résident est égal au moins à 30% du capital social⁷ ».

La notion de partenariat s'applique à tous les secteurs d'activité, y compris les activités bancaires et d'assurances. Ainsi, l'activité d'auxiliaire aux transports maritime ne peut être exercée par des personnes physiques de nationalité étrangères et par des personnes morales appartenant à des personnes physiques de nationalité étrangère que si ces dernières présentent la preuve statutaire de la détention de 40% au minimum de leur capital social par des personnes physiques de nationalité algérienne⁸.

Pour l'activité bancaire, les participations étrangères dans les banques ne peuvent être autorisées que dans le cadre d'un partenariat dont l'actionnariat national résident représente 51% au minimum du capital social. L'actionnariat national, peut être constitué de l'addition de plusieurs partenaires. En outre, dans ce secteur particulier, l'Etat détiendra une action spécifique dans le capital de banques et des établissements financiers à capitaux privés, ce lui confère d'être représenté, sans droit de vote, au sein des organes sociaux⁹.

Les règles de partenariats ci-dessus cité, peuvent être appliquées même pour les investissements étrangers établis avant leurs promulgations. En effet, et selon les dispositions de la loi de FC pour 2010, 'toute modification de l'immatriculation au registre de commerce entraîne au préalable, la mise en conformité de la société aux règles de répartition du capital de partenariat à l'exception des modifications suivantes :

⁶ KMPG Algérie, «Guide d'investissement en Algérie», édition 2011, p44.

⁷ Voir l'article 58 de la LFC 2009.

⁸ Voir décret exécutif N°09-183 du 12/08/2009, fixant les conditions d'exercice des activités auxiliaires au transport maritime.

⁹ Voir l'ordonnance 10-04 du 26/08/2010, complétant l'ordonnance 03-11 du 26/08/2003, relative à la monnaie et au crédit.

- ✓ La modification du capital social qui n'entraîne pas un changement de la répartition entre les actionnaires.
- ✓ La suppression d'une activité ou le rajout d'une activité connexe ;
- ✓ La modification de l'activité suite à la modification de la nomenclature des activités ;
- ✓ La désignation du gérant ou de dirigeant de la société ;
- ✓ Le changement de l'adresse du siège social.

1-3-3-Le droit de préemption de l'Etat :

Selon l'article 4quinquies, l'Etat et les entreprises publiques économiques disposent d'un droit de préemption sur toutes les cessions de participations des actionnaires étrangers ou au profit d'actionnaires étrangers. Ce droit est étendu aux cessions initiées hors territoire algérien, par des sociétés détenant des actions ou parts sociales dans de sociétés de droit algérien, ayant bénéficié d'avantages ou de facilités lors de leur implantation lesquelles sont subordonnées à la consultation préalable du Gouvernement algérien.

➤ Les cessions initiées sur le territoire national :

L'Etat peut renoncer à l'exercice de son droit de préemption : toute cession est subordonnée, à peine de nullité, à la présentation d'une attestation de renonciation à l'exercice du droit de préemption délivrée par les services compétents du ministère chargé de l'industrie. C'est au notaire chargé de rédiger l'acte de cession qui revient la charge de présenter, aux services compétents, la demande d'attestation de renonciation. L'acte de cession doit préciser le prix et les conditions de cession. En cas d'exercice du droit de préemption, le prix est arrêté sur la base d'une expertise. L'attestation de renonciation est délivrée au notaire dans un délai maximum de 3mois à compte de la date du dépôt de la demande. L'Etat conserve pendant une période de 1an le droit d'exercice du droit de préemption, s'il estime notamment, qu'il y a une insuffisance de prix¹⁰.

➤ Les cessions initiées hors du territoire national :

Il faut préciser là qu'il s'agit de cession à l'étranger, totales ou partielles, des activités ou parts sociales dans des sociétés détenant des actions ou parts sociales dans des sociétés de droit Algérien.

Ces cessions, lorsque les sociétés concernées ont bénéficié lors de leur implantation, d'avantages ou de facilités, sont subordonnées à la consultation préalable de gouvernement algérien.

¹⁰ KMPG Algérie «guide d'investissement en Algérie», édition 2011, p45.

Ces nouvelles mesures obligent les personnes morales de droit étranger, possédant des actions dans des sociétés établies en Algérie, de communiquer annuellement la liste de leurs actionnaires authentifiée par les services en charge de la gestion du registre de commerce du pays résidence.

1-4- Les garanties accordées aux investissements étrangers

1-4-1- L'égalité de traitement :

C'est-à-dire, la non-discrimination entre les investissements nationaux et étrangers. Dans ce cadre, «les personnes physiques et morales étrangères reçoivent un traitement identique à celui des personnes physiques et morales algériennes, eu égard aux droits et obligations en relation avec l'investissement¹¹».

Cette égalité de traitement s'applique sous réserve des dispositions des conventions conclues entre l'Algérie et les autres pays. Dans ce cadre, l'Algérie a conclu 45 conventions bilatérales de protection de l'investissement, et ce en plus des conventions multilatérales portant sur le même objet¹².

1-4-2-Clauses de stabilisation légale :

La loi de l'investissement donne une autre garantie importante aux investisseurs étrangers. Il s'agit de la clause de stabilisation légale, qui signifie que les modifications légales et réglementaires relatives au droit de l'investissement qui peuvent avoir lieu ultérieurement à l'octroi d'avantages accordés en contrepartie des investissements réalisés, ne sont pas applicables à l'investisseur sauf s'il le demande. Cette disposition protège l'investisseur contre l'aléa lié à l'évolution de la loi¹³.

1-4-3-L'arbitrage :

Le principe général consiste à attribuer compétence aux juridictions locales pour tout litige se produisant sur le territoire algérien. Mais depuis le décret 93-09 du 25/04/1993, l'Etat est autorisé à souscrire des clauses d'arbitrage dans ses contrats internationaux, et ce, en organisant, soit un arbitrage ad-hoc, soit un arbitrage institutionnel.

¹¹ Voir l'article 14 de l'ordonnance 01-03

¹² KMPG Algérie, «guide d'investissement en Algérie», édition 2011, p 52.

¹³ Lahcène Sériak, « Les conditions juridiques et réglementaires de l'investissement national et étranger en Algérie», AGS corpus et bibliographe édition, 2005, p46.

1-5-Le transfert des capitaux

1-5-1-Le principe :

Selon l'article 31 de l'ordonnance 01-03 : «les investissements réalisés à partir d'apport en capital, au moyen de devises librement convertible, régulièrement cotées par la banque d'Algérie et dont l'importation est dument constatée par cette dernière, bénéficient de la garantie de transfert du capital investi et des revenus qui en découlent. Cette garantie porte également sur les produits réels nets de cession ou de la liquidation, même si ce montant est supérieur au capital investi».

Et c'est le règlement de la banque d'Algérie N° 05-03 de 06 juin 2005, relatif aux investissements étrangers, qui a défini les modalités de transfert des dividendes, bénéfices et produits réels nets de la cession ou de liquidation des investissements étrangers dans le cadre de l'ordonnance 03-01.

Ce règlement a modifié le règlement 2000-03. Contrairement à ce dernier, qui exigeait une autorisation préalable du transfert délivrée par la banque d'Algérie, le règlement N° 05-03 du 06/06/2005 a donné cette prérogative aux banques et établissements agréés qui sont obligés d'exécuter sans délai les transferts au titre de dividendes, bénéfices, produits de la cession des investissements étrangers ainsi que celui des jetons de présence et tantièmes pour les administrations étrangères¹⁴.

1-5-2-La procédure de transfert :

Concernant le transfert des bénéfices, des dividendes, tantièmes, jetons de présence et °des produits réels nets de la cession ou de liquidation des investissements étrangers, c'est l'instruction de la banque d'Algérie N° 01-09 du 15/02/2009, relative au dossier à présenter à l'appui de la demande de transfert qui dans ce cadre de cette instruction a précisé une liste de documents justificatifs pour chaque type de transfert.

Cette instruction prohibe le transfert des avances et acomptes sur bénéfices, ou dividendes pour tout actionnaire, et confirme que les activités de revente en l'état ne sont pas éligibles au transfert sauf effort significatif d'investissement¹⁵.

¹⁴ KMPG Algérie, « Guide d'investissement en Algérie », édition 2011, p 48.

¹⁵ Idem, p56.

Chapitre II : l'investissement direct étranger en Algérie

Par ailleurs, et selon la loi de finance complémentaire de 2009, les investissements étrangers directs, ou en partenariat, sont tenus de présenter une balance en devises excédentaire au profit de l'Algérie pendant toute la durée de vie du projet¹⁶.

Dans ce cadre, le règlement de la banque d'Algérie du 18/10/2009, a précisé les éléments qui doivent figurer au débit et au crédit de la balance en devises pour chaque projet et ce comme suit :

Débit : les sorties devises	Crédit : les entrées en devises
<ul style="list-style-type: none">• Importation de bien et de services ;• Bénéfices, dividendes, tantièmes, jetons de présence ;• Salaire et prime de personnel expatriés ;• Cessions partielles des investissements ;• Services de la dette exceptionnelle ou tout autre paiement extérieurs.	<ul style="list-style-type: none">• Le capital social (apports numéraires e /nature) ;• Les exportations de biens et de services ;• La part de production vendue sur le marché national en substitution à des importations ;• Les emprunts extérieurs.

Source : selon les données de la banque mondiale.

1-5-3- Le financement des investissements :

Mis à part le capital, le financement des investissements ne peut se faire par des emprunts extérieurs et ce n'est que le financement local qui est autorisé via le crédit d'investissement.

1-6- Les avantages fiscaux susceptibles d'être accordés aux investisseurs :

Pour bénéficier des avantages, les investisseurs doivent faire une demande d'avantages expresse auprès de l'ANDI. De même, il est subordonné à l'obligation de réinvestir dans le cadre du projet d'investissement l'équivalent des avantages accordés au titre du projet.

Le non-respect de cette disposition entraîne le reversement des avantages fiscaux accordés et l'application d'une amende de 30%. Le non-respect des nouvelles conditions en termes d'actionnariat empêcherait d'obtenir le bénéfice des régimes d'avantages. Pour les investissements dont le montant est égal ou supérieur à 2 000 millions de dinars, l'octroi des avantages de régime général est désormais subordonné à une décision du conseil national de l'investissement.

¹⁶ Voir l'article 58 de la LFC 2009.

Le CNI est habilité à consentir, pour une période qui ne peut excéder cinq années, des exemptions ou réduction des droits, impôts ou taxes, y compris la taxe sur la valeur ajoutée grevant les prix des biens produits par l'investissement entrent dans le cadre des activités industrielles naissantes. Le texte réglementaire fixant les conditions de mise en œuvre n'est pas encore publié.

Les contribuables qui bénéficient d'exonérations ou de réductions en matière d'impôts, taxes, droit de douane, taxes parafiscal et autres avantages, sont tenus de réinvestir la part des bénéfices correspondant à toutes exonérations et/ou réduction d'impôt sur les bénéfices des sociétés et de la taxe sur l'activité professionnelle, accordées durant la phase d'exploitation. Les avantages liés aux exemptions de droits de douane et de TVA ne font plus l'objet d'obligation de réinvestissement¹⁷.

Selon l'ordonnance 01-03 a institué deux régimes distincts d'avantages fiscaux dont les investissements peuvent bénéficier, il s'agit d'un régime général et d'un régime dérogatoire.

1-6-1- Avantages du régime général

Pour bénéficier de ces avantages, l'avis favorable du CNI est obligatoire pour les investissements dont le montant est supérieur ou égal à 1500 millions de dinars (article 9 ter de l'ordonnance sur l'investissement).

Ils sont accordés au titre de la réalisation de l'investissement et de son exploitation. Les avantages accordés au titre de la réalisation de l'investissement ; les avantages sont de quatre ordre¹⁸ :

- ✓ Exonération de droits de douane pour les biens non exclus, importés et entrant directement dans la réalisation de l'investissement ;
- ✓ Franchise de la TVA pour les biens et services non exclus importés ou acquis localement entrant directement dans la réalisation de l'investissement ;
- ✓ Exemption du droit de mutation à titre onéreux pour toutes les acquisitions immobilières effectuées dans le cadre l'investissement concerné ;
- ✓ Exemption des droits d'enregistrement des actes des concessions des terrains attribués dans le cadre de l'ordonnance.

Les avantages accordés au titre de l'exploitation de l'investissement¹⁹ :

¹⁷ Modification apportée par l'art. 5 de la LF 2014.

¹⁸ Abdellatif Benachenhou , « **Algérie, la mondialisation maîtrisée**», Impression autographe, paris, 2004, p94.

- ✓ L'exonération de l'IBS ;
- ✓ L'exonération de la TAP ;

Cette exonération est pour une durée d'un (01) an ou trois ans, après le constat d'entrée en activité versé dans un PV dressé par les services fiscaux territorialement compétent. Cette durée peut être prolongée de trois (3) à cinq (5) ans pour les investissements qui créent plus de 100 emplois.

1-6-2- Avantages du régime dérogatoire

Peuvent bénéficier de ce régime les investissements

- ✓ Réalisés dans les zones dont le développement nécessite une contribution particulière de l'Etat ;
- ✓ Ainsi que ceux présentant un intérêt particulier pour l'économie nationale et notamment lorsqu'ils utilisent des technologies propres susceptible de préserver l'environnement, de protéger les ressources naturelles, d'économiser l'énergie et de conduire au développement durable.

➤ **Au titre de la réalisation de l'investissement :**

Les investissements bénéficient des avantages suivants :

- ✓ Exemption du droit de mutation à titre onéreux pour toutes les acquisitions immobilières effectuées dans le cadre de l'investissement ;
- ✓ Application du droit fixe en matière d'enregistrement au taux réduit de deux pour mille pour les actes constitutifs et augmentations de capital de la société bénéficiaire des avantages ;
- ✓ Prise en charge partielle ou totale des dépenses au titre de travaux d'infrastructures nécessaires à la réalisation de l'investissement ;
- ✓ Franchise de TVA pour les biens et services entrant directement dans la réalisation de l'investissement, importé ou acquis sur le marché local, lorsque ces biens et services sont destinés à la réalisation d'opérations assujetties à la TVA.
- ✓ Exonération en matière de droit de douane pour les équipements importés et entrant directement dans la réalisation de l'investissement.

¹⁹ KMPG Algérie, « Guide d'investissement en Algérie », édition 2011, p51.

➤ **Au titre de l'exploitation :**

Les avantages sont les suivants²⁰ :

- ✓ Exonération, pendant une période de dix ans d'activité effective, d'impôt sur le bénéfice de sociétés (IBS) et de taxe sur l'activité professionnelle ;
- ✓ Exonération, à compter de la date d'acquisition, de la taxe foncière sur les propriétés immobilières entrant dans le cadre de l'investissement pour une période de dix ans ;
- ✓ Octroi d'avantages supplémentaires de nature à améliorer et/ou à faciliter l'investissement tels que le report des déficits et les délais d'amortissement.

➤ **Les investissements présentant un intérêt pour l'économie nationale :**

Concernant ces investissements, l'opérateur économique concerné doit négocier avec l'ANDI pour montrer l'intérêt particulier de son projet. A l'issue de ces négociations, une convention est signée entre les deux parties.

Concernant les avantages qui peuvent être accordés :

- ✓ Pour la phase de réalisation, une liste non exhaustive est prévue dans ce cadre comprenant, notamment, des exonérations de droit de douanes (DD), de TVA et de droit d'enregistrement et ce pour une durée maximale de 5ans.
- ✓ Pour la phase d'exploitation, il y a entre autres, l'exonération de l'IBS et de la TAP pour une durée maximale de 10 ans.

1-7- Les institutions chargées de la promotion des investissements

1-7-1- Le conseil nationale de l'investissement (CNI) :

C'est un organisme créé auprès du ministre chargé de la promotion de l'investissement et placé sous l'autorité du chef de gouvernement qui en assure la présidence.

Les principes missions de cet organisme sont les suivantes²¹ :

- ✓ Proposer la stratégie et les priorités pour le développement de l'investissement ;
- ✓ Propose l'adaptation aux évolutions constatées des mesures incitatives pour l'investissement ;
- ✓ Propose au gouvernement toutes les décisions et mesures nécessaires à la mise en œuvre du dispositif de soutien et de l'encouragement de l'investissement ;
- ✓ Etudier toute proposition d'institution de nouveaux avantages ;

²⁰ Abdellatif benachenhou, « **Algérie, la mondialisation maîtrisée** », Impression autographe, paris, 2004, p95.

²¹ Voire KMPG Algérie, « **Guide d'investissement en Algérie** », édition 2011, p56.

- ✓ L'approbation de la liste des activités et des biens exclus des avantages ainsi que leur modification et leur mise à jour ;
- ✓ L'approbation des critères d'identification des projets présentant un intérêt pour l'économie nationale ;
- ✓ L'établissement de la nomenclature des dépenses susceptibles d'être imputés au fond dédié à l'appui et à la promotion de l'investissement ;
- ✓ La détermination des zones susceptibles de bénéficier du régime dérogatoire ;
- ✓ Le traitement de toute question en rapport avec l'investissement ;

Tous les ministres en charge des dossiers et questions économiques sont membre de ce conseil, soit 09 ; ils assistent, en qualité d'observateurs, le président du conseil d'administration et le directeur général de l'ANDI.

1-7-2- L'agence nationale de développement de l'investissement (ANDI) :

C'est un établissement public à caractère administratif (EPA), placé sous la tutelle du ministre chargé de la promotion des investissements.

Ses principales missions sont²² :

- ✓ Assurer la promotion, le développement et le suivi des investissements nationaux et étrangers ;
- ✓ Accueillir, informer et assister les investisseurs résidents et non-résidents dans le cadre de la mise en œuvre des projets d'investissement ;
- ✓ Faciliter l'accomplissement des formalités constitutives des entreprises et de réalisation des projets à travers le guichet unique ;
- ✓ Octroyer les avantages liés à l'investissement dans le cadre du dispositif en vigueur ;
- ✓ S'assurer du respect des engagements souscrits par les investisseurs durant la phase d'exonération ;
- ✓ Gérer le fond d'appui à l'investissement prévu par l'ordonnance n° 01-03 relative à l'investissement.
- ✓ Gérer le portefeuille foncier et immobilier destiné à l'investissement prévu par l'ordonnance n° 01-03.

²² Voire s'implante en Algérie, Anne Boillon, Mission économique d'Algérie, 2003, p43

1-7-3- Le guichet unique :

Il s'agit d'une institution très importante, en ce sens qu'elle doit accomplir les formalités constitutives des entreprises et permettre la mise en œuvre des projets d'investissements.

Le guichet unique est une institution décentralisée (GUD), puisqu'il est créé au niveau de la willaya ou ensemble de willayas.

Cet organisme regroupe les représentants locaux de l'ANDI, celui du centre national du registre de commerce (CNRC), des impôts, des domaines, des douanes, de l'urbanisme, de l'aménagement, du travail ainsi que le représentant de l'assemblée populaire communal (APC) du lieu où le guichet unique est implanté.

L'investisseur non résident fait l'objet d'une attention spéciale puisque le directeur du guichet unique décentralisé (GUD) est considéré comme étant l'interlocuteur direct et unique de l'investisseur non résident.

Le directeur du GUA pour mission d'accompagner l'investisseur, d'établir, de délivrer et d'attester du dépôt de la déclaration d'investissement et de la décision d'octroi des avantages.

Il doit également prendre en charge les dossiers examinés par les membres du GUD et s'assurer de leur bonne finalisation²³.

Il y a 19 guichets uniques décentralisés implantés sur l'ensemble du territoire national.

Section 2 : L'évolution des IDE en Algérie

Dans cette section, nous présenterons l'évolution des IDE en l'Algérie, tout en distinguant leurs natures et les principaux pays émetteurs, et enfin nous aborderons les facteurs d'attractivités des IDE et leurs limites.

2-1-Tendance et flux d'IDE en Algérie :

Les IDE étaient présents en Algérie depuis les années 70, mais ce n'est qu'au début des années 90 que le gouvernement algérien a engagé des réformes visant à rétablir et stabiliser les équilibres macroéconomiques et financiers et organiser la libéralisation de l'économie, en commençant par la levée du monopole sur le commerce extérieur. Ces changements ont permis l'émergence et le développement d'un secteur privé, longtemps comprimé ou

²³ Idem, p66

marginalisé (notamment dans l'agroalimentaire et les services). En revanche, les secteurs manufacturiers et sidérurgiques ont continué à recevoir des subventions importantes dans le cadre d'une politique de restructuration industrielle²⁴.

2-1-1-La première période 1970-1980 :

Cette période reflète l'importance des IDE dans le secteur des hydrocarbures, suite à la décision prise par l'Algérie en 1971 d'ouvrir cette industrie aux capitaux étrangers, ceux-ci ont été massivement investis dans le raffinage, l'exportation, la production et le transport du pétrole et du gaz naturel²⁵. Cependant les autres secteurs étaient sous l'emprise de l'Etat qui se chargeait d'orienter l'économie nationale par le biais de programmes de planification d'où l'absence des IDE dans les autres secteurs. En effet cette période reflète l'importance des IDE dans le secteur des hydrocarbures près de 100% des investissements (IDE) sont concentrés dans le secteur des hydrocarbures²⁶, mais l'attractivité de ce secteur s'est accrue suite aux chocs et contrechocs pétroliers des années 70 et 80.

2-1-2-La deuxième période 1980-1995 :

Durant les années 80 jusqu'à l'année 94, la présence des IDE en Algérie était très limitée, elle est même parfois quasi-absente. A titre d'exemple, en 1981 les flux des IDE entrants ont connu une baisse drastique, ils ont passé de 349 millions de dollars en 1980 à 13 millions de dollars en 1981. Les années 1993, 1994 et 1995 sont marquées par un flux d'IDE nul en dépit de la mise en place du code d'investissement en 1993 qui prévoyait une libéralisation du cadre législatif mais durant cette période l'Algérie ne représentait nullement le centre d'intérêt des investisseurs étrangers. Le choc pétrolier s'est accompagné d'une crise économique, la détérioration du cadre macroéconomique : taux de croissance négatifs soient (0.67%), (-1%), (-1.2%), (-2.1%) et (-0.87%) en 1987, 1988, 1991, 1993 et 1994 respectivement, l'inflation entre 1990-1994 était plus de 16%, l'augmentation du chômage, réduction de l'activité, etc.²⁷

²⁴ CNUCED : « Examen De la politique De l'investissement : Algérie ». Nation unies, New York et Genève, 2004.

²⁵ Fatima BOALAM, « conduite de la politique de l'attractivité des IDE et modèle de développement de l'Algérie », 2010, P.4.

²⁶ Fatima BOALAM, « l'investissement direct A l'étranger, le cas de l'Algérie », université Montpellier 1, 12 juillet 2010, p.338.

²⁷ CNUCED, examen de la politique de l'investissement –Algérie, 2004, p07.

2-1-3-La troisième période 1995-2002 :

Cette période est caractérisée par une reprise des flux des IDE. Avec la chute des prix de pétrole, l'Etat ne pouvant plus assumer seul, le financement de l'économie. C'est grâce au plan d'ajustement structurel imposé par le FMI qui a impulsé une modernisation et une ouverture de l'économie aux investisseurs étrangers qui se sont de nouveau intéressés au marché algérien. Le stock d'IDE a nettement progressé depuis 1995.

Cependant, malgré ce regain d'intérêt avéré des opérateurs étrangers pour le marché algérien, les IDE vers l'Algérie restent modestes. Cette évolution favorable au cours des dernières années a renforcé la volonté politique des autorités. En effet, dans le programme de soutien à la relance économique (PSRE) lancé en 2001 pour une période de trois ans, la politique relative à l'investissement occupe une place prépondérante. Par ailleurs, l'Etat algérien a pris des dispositions pour offrir un certain nombre de garanties aux investisseurs ; c'est ainsi que de nombreuses conventions multilatérales et bilatérales en matière d'investissement ont été ratifiées avec d'autres pays²⁸.

2-1-4-La période 2002 jusqu'à 2014 :

Les flux nets d'IDE ont connu durant la période 2002-2011 des fluctuations remarquables : faible durant la période 2002-2007 ; mais importantes durant la période 2008-2011. Comme le tableau suivant :

Tableau n°1 : flux d'IDE entrants en Algérie (en milliards de Dollars).

Année	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
flux	1,065	0,663	0,881	1,081	1,795	1,662	2,646	2,761	2,261	2,571	1,484	2,661	1,488

Bien que l'Algérie soit classée à la 8^{ème} position en Afrique par le World investment report de la CNUCE, les IDE y sont en net recul ; elle n'a pu capter que 2,26 milliard de dollars en 2010 contre 2,76 Mds de dollars en 2009²⁹.

Certes, les flux entrants ont progressé de 12% entre 2010 et 2011, passant de 2,26 Mds USD à 2,57 Mds USD, mais l'année 2011 a été marquée par les bouleversements politiques en cours dans plusieurs pays MED et la crise de la dette des pays de la zone euro, donnant logiquement lieu à une baisse des annonces d'investissements directs étrangers et de partenariat au sud de la méditerranée. L'Algérie n'a pas été épargnée et cela se reflète dans

²⁸ Idem, p07.

²⁹ CNUCED : Rapport sur l'investissement dans le monde 2011.

Chapitre II : l'investissement direct étranger en Algérie

ses résultats en 2012 en encaissant une baisse de 34% de ses investissements direct étrangers, qui s'est remarquée en passant de 2,57 milliards de dollars en 2011 à 1,48 milliard de dollars en 2012³⁰.

Selon le forum économique mondial 2012-2013 dans son rapport annuel relatif au climat d'affaire et d'investissement, tous les indicateurs de la compétitivité économique montrent un recul important enregistré dans l'environnement des affaires et de l'investissement en Algérie qui demeure une destination difficile et non préférée par les investissements étrangers. Selon le même rapport, l'Algérie vient au 87ème rang sur 142 pays en 2011-2012, et 110ème sur 144 pays en 2012-2013. Ce recul important s'explique par l'existence de plusieurs déséquilibres structurels dans la gestion de l'économie. Le tableau ci-dessous résume le classement de l'Algérie par type d'indicateur de compétitivité économique.

Tableau n°2 : classement de l'Algérie par type d'indicateur de compétitivité économique.

Indicateurs	Rang	Indicateurs	rang
Efficacité des entreprises	141	Efficacité du marché de bien	143
Infrastructures de base	100	Efficacité du marché de travail	144
Santé et enseignement primaire	93	Développement du marché financier	142
Enseignement supérieur	108	Domaines technologique	133

Source : synthèse du rapport annuel du forum économique mondial relatif au climat d'affaire et d'investissement 2012-2013.

Selon le rapport sur les IDE internationaux de la CNUCED publié en janvier 2016, l'Afrique a connu une baisse des flux d'IDE en 2015, essentiellement à cause de la baisse des cours des matières premières. En Algérie, une nette baisse des investissements européens et un regain d'intérêt des investissements du Golfe apparaissent ces dernières années. On peut également noter une réorientation des IDE sur le marché domestique à travers la

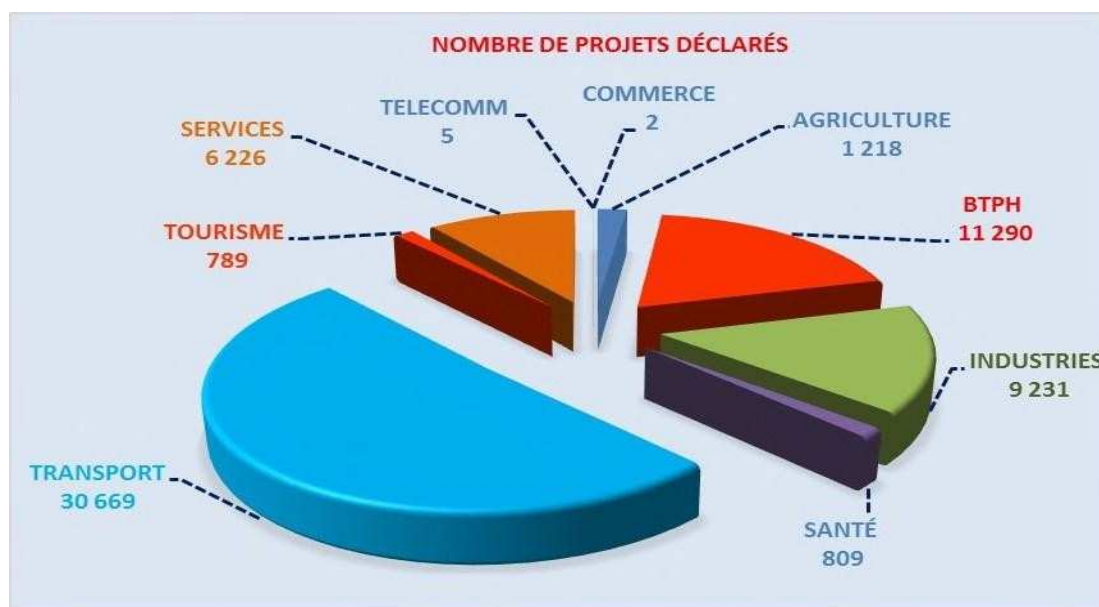
³⁰ Données de la banque d'Algérie.

multiplication des projets de développement des transports et des infrastructures. Riche en ressources naturelles et stable économiquement, l'Afrique attirait ces dernières années des flux croissants d'IDE leur stick restant faible. En Algérie, la participation d'un investisseur étranger est limitée à 49% et les soumissionnaires étrangers doivent trouver des partenaires locaux pour les contrats. Toutefois, selon ANDI, la loi de finance 2016 pourrait assouplir le recours aux financements extérieurs publics.

Les autorités tentent d'améliorer le climat des affaires, qui reste perfectible. Ainsi, l'Algérie a été classée 163^{ème} sur 189 pays dans le classement Doing Business 2016 de la banque mondiale, perdant deux places par rapport à 2014. Les investisseurs sont plus prudents depuis la sanglante prise d'otage d'In Amenas en 2013.

Le développement des gisements d'hydrocarbures restants nécessitera des afflux d'IDE conséquents dans les années prochaines³¹.

Figure n°1 : nombre de projets d'IDE vers l'Algérie par pays d'origine.



Source : www.andi.dz.

³¹ ANDI : « les IDE en chiffres ».

En Algérie le nombre de projet d'IDE par pays d'origine on trouve que le transport détient la plus grand parties de nombre de projets avec 30 669, en deuxième position on trouve **BTPH** avec 1 11 290 et la plus petite c'est le projet de domaine commercial avec nombre de 2.

2-2- Les secteurs d'activités des IDE en Algérie :

Plusieurs grands projets furent menés en Algérie dans divers domaines. Parmi les plus importants, peuvent être cités³² :

- ✓ L'autoroute Est-ouest : projet gigantesque qui consiste en la réalisation d'une autoroute Est à l'ouest du pays d'une longueur plus de 1200 km ;
- ✓ Contribution d'un million de logements entre 2009 et 2014. Il s'agit là aussi d'un important projet pour un montant de plus de 18 milliards de dollars. La Chine a pris une bonne partie de ce projet ;
- ✓ Téléphone mobile, avec le Koweït...
- ✓ Projet industriels (hydrocarbures), (Etats-Unis, Espagne,...)
- ✓ Projet de dessalement d'eau de mer (43 usines sont programmées jusqu'en 2019). Certaines d'entre elles sont déjà opérationnelles ;
- ✓ Production d'engrais et d'ammoniaque ;
- ✓ Cimenteries ;
- ✓ Quelque projet au tourisme...

Durant la période 2002-2008, les secteurs de l'industrie et des services ont représenté à eux seuls, plus de 75% des investissements directs étrangers. Il est vrai que le secteur des hydrocarbures a toujours eu la plus importante, même que ces dernières années, les autres secteurs commencent à se développer.

Tableau n3° : Répartition des projets d'investissement déclarés investis étrangers par secteur d'activité en 2015

³² CHEBIRA B. : « IDE et développement en Algérie », REVUE , université d'Annaba, 2007.

Chapitre II : l'investissement direct étranger en Algérie

Les pays investisseurs	2015, En%
Ils Maurice	29.0
Singapour	21.0
Pays-Bas	11.0
Japon	6.7
Etats-Unis	5.9
Royaume-Unis	4.6
Allemagne	3.6
Franc	2.0
Chypre	1.9
Emirats Arabes UNIS	1.1

Source: Department of Industrial Policy and Promotion, Ministry of Commerce and Industry - 2016

2-3-Les principes pays émetteurs :

L'Algérie a permis d'attirer de nombreux investisseurs soit européens ou arabes grâce à sa politique géostratégique. Le tableau suivant représente les pays d'origines des IDE qui affluent en Algérie.

Tableaux n°4 : Répartition des projets d'investissements étrangers par pays en 2015

Les secteurs investis	2015, En%
Services	18.4
Télécommunications	16.0
Commerce	15.6
Industrie automobile	14.5
Logiciels et matériel informatiques	12.6
Médicaments et produits pharmaceutiques	8.5
Construction	4.2
Produits chimiques (hors engrais)	3.7
Energie	3.7
Métallurgie	2.7

Source: Department of Industrial Policy and Promotion, Ministry of Commerce and Industry- 2016

2-4- Les facteurs d'attractivités des IDE en Algérie :

L'Algérie l'un des pays qui possède des facteurs abondants favorables à l'attractivité des investissements directs étrangers est qui sont résumé ci-dessous

2-4-1- proximité géographique

L'Algérie à l'instar des autres pays méditerranéens, bénéficie d'une position géographique stratégique pour la mise en valeur de son potentiel d'investissement, avec sa proximité avec l'Europe, Afrique et les pays arabes. Cette remarquable position et lui permet de tirer d'avantage pour attirer les capitaux étrangers.

2-4-2-Disponibilité des ressources naturelles³³

La disponibilité des ressources naturelles représente un atout majeur pour l'économie nationale qui devrait pouvoir un rôle géostratégique dans la région. En effet, les richesses naturelles en pétrole et en gaz naturel sont remarquables et le secteur énergétique représente un élément d'attraction pour les investissements directs étrangers. D'après les données de LADI :

- ✓ L'Algérie occupe la 15eme place en matière de réserves pétrolières, la 18eme en matière de production et la 12eme en exportation.
- ✓ L'Algérie occupe la 7eme place dans le monde en matière de ressource prouvée en gaz naturel, la 5eme place en production et la 4eme en exportation pour le gaz naturel liquéfié.
 - Ainsi, en ce qui concerne le gaz naturel, forte de 50% des réserves. 48% de la production totale et de l'impressionnant taux de 94% des exportations de gaz naturel, l'Algérie n'a pas de rival dans la méditerranée
- ✓ L'Algérie est le troisième fournisseur de l'Union européenne(UE) en gaz naturel est son quatrième fournisseur énergétique total.
- ✓ Le domaine minier Algérien, de 1,5 millions de km², est encore largement sous exploité.

³³KMPG Algérie investir en Algérie édition 2011. P. 33.

Ce secteur a connu des évolutions importantes, depuis l'adaptation de la loi numéro 91-21-du 4 décembre 1991, amendant la loi numéro 8-14 sur les hydrocarbures et consacrant ainsi l'ouverture de ce secteur à l'investissement étranger. Cette démarche novatrice donnée une variable impulsion au partenariat. En effet de 60 contrats d'exploitation ont été signés depuis 1992 entre la compagnie nationale SONATRACH et des compagnies pétrolières sans compter les derniers appels et attribution mise en œuvre dans l'activité d'exploitation sous la forme de contrat de partage de production, le partenariat ne se limite pas à ce demain il se prolonge en aval par le création des sociétés mixtes dans les activités de services, de maintenance et d'engineering.

2-4-3-Abondance des ressources humaines³⁴

L'Algérie a en sa possession un réservoir de ressources humaines important, formé de 75% de la population algérienne en âge de formation de plus l'éducation et la formation ont toujours été une préoccupation de l'Etat algérienne depuis l'indépendance, l'Algérie a opté pour une école gratuite et obligatoire. En effet, certaines données tirées de l'ANDI peuvent expliquer les efforts déployés par les pouvoirs publics dans le but d'une formation de la ressource humaine :

- ✓ 8470 007 inscrit au collège ;
- ✓ Plus de 600 000 inscrits en formation professionnelle en Algérie ;
- ✓ 5.5% du PIB à l'éducation ;
- ✓ 40% comme taux annuel moyen de réussite au baccalauréat ;
- ✓ 25 500 000 diplômés depuis 1962, issus de 97 universités ;
- ✓ 1.5 millions d'étudiant dont 35000 inscrits en formation doctorale et 9000 dans le master ;
- ✓ Près de 643 700 inscrits en formation professionnelle dont 200 000 diplômés, issus de 1213 établissements (instituts et centres).

2-4-4-Développement des infrastructures³⁵

L'Etat Algérien a inscrit le développement des infrastructures comme option stratégique durant l'année 2000. la construction de son image, suite à une régression économique sur une longue période gravée par une instabilité politique et sociale, a été la raison principale de renouvellement d'intérêt pour les infrastructures. La volonté du gouvernement s'est traduite

³⁴ ANDI investir en Algérie. 2010. P14

³⁵ ANDI investir en Algérie. 2010. P15

dans le plan de soutien à la croissance économique (PSRE) de 2002-2004 et le plan complémentaire de soutien de croissance (PESC) de 2005-2009, avec, une enveloppe globale dépassant les 18 milliards de dollars.

Les dépenses d'investissement public, devenues importantes, placent l'Etat algérien dans un statut d'Etat développeur par rapport aux années passées, et le financement de ces grands projets d'infrastructures n'implique pas d'endettement public puisque la fiscalité pétrolière y fait face.

L'Algérie dispose ainsi d'une tissu infrastructure assez importante, décrit comme suit

- ✓ Un réseau routier de plus 107 000 km de routes
- ✓ Un réseau de voies ferrées de 4700 km, situées en général le long de cote et desservant les principales villes portuaires

Les ports marchands et multiservices dont 2 spécialités dans l'exportation des hydrocarbures

- ✓ 35 ports de pêche
- ✓ 31 aéroports ouverts au transport aérien, dont 14 aéroports internationaux.

Le PCSC concerne l'ensemble des modes de transport (autoroutier, routier, urbains, ferroviaire, aéroportuaire) ainsi que d'autres infrastructures d'accompagnement (administration, formation et informatique).

Comme aussi la question des infrastructures maritimes occupe une place très impotente dans la politique de gouvernement.

2-4-5- Rétablissement des équilibres macro-économique et une situation économique favorables³⁶

En effet, l'économie a renoué avec des indicateurs macro-économiques stables et performants depuis 1999 un retour graduel à la croissance économique. Le rétablissement de ces équilibres (la balance commerciale excédentaire, taux d'inflation et déficit budgétaire maîtrisés, taux d'intérêt attractif a l'investissement) a permis d'engager un processus de réformes structurelles des différents secteurs d'activité (poste et télécommunication, transport aérien et maritime, énergies, tourisme....etc.).

³⁶ KMPG « Guide en Algérie » édition 2012 p. 45.

Grâce aux politiques macro-économiques prudente et aux prix élèves pétrole, l'Algérie a notamment réduit son endettement extérieurs, la baisse de taux d'inflation, une croissance soutenue et ceci grâce à la stabilisation du secteur des hydrocarbures et à la performance dynamique des secteurs liés au programme d'investissement public notamment les secteurs des services et de bâtiment, une augmentation de réserve de changes et des exportations surtout hydrocarbures, qui ont progressé d'environ 32 % sous l'effet de hausse soutenue des prix du pétrole.

2-5- Les limites à l'attractivité des IDE en Algérie :

Cependant, plusieurs facteurs peuvent militer en faveur d'une attitude prudente de la part des industriels et financiers internationaux à investir leurs capitaux en Algérie :

- ✓ Le niveau d'inflation qui fragilise la stabilité sociale du pays ;
- ✓ Les lenteurs dans la mise en place d'une économie de marché, objectif considéré comme lointain ou débet de la volonté exprimée par les dirigeants de mener à terme les réformes économiques ;
- ✓ Une main-d'œuvre indisciplinée et revendicative dont la manifestation est l'apparition de conflits de travail et de grèves, qui ne cessent de se multiplier dans le secteur public ;
- ✓ La forte concurrence qui existe actuellement dans le monde entre les états pour encourage l'appel à l'investissement étranger, qui choisit son implantation sur la base de certains avantages accordés en plus de garanties octroyées et l'ouverture des pays de l'Europe de l'Etat aux capitaux étrangers laissent penser que ces derniers iront investir là où les taux de profit sont les plus élevés et/ou les conditions économiques d'infrastructure, de condition de vie, de stabilité politique sont les plus attractives ;
- ✓ Enfin, les mutations technologiques qui connaît l'industrie dans le nord (électronique, informatique).

Tableau n°5 : Synthèse des atouts, et des faiblesses des IDE en Algérie

Atouts	Faiblesses
Abondance des ressources naturelles	Existence d'un secteur informel important
Position géostratégique pour la mise en valeur de son potentiel d'investissement	Faiblesse dans la mise en œuvre des réformes engagées durant les années 80
Accord de partenariat avec l'Union européenne pour la création d'une zone de libre-échange pour cette année	Difficulté d'accès au foncier, lourdeur bureaucratique dans l'administration publique
Volonté politique réformatrice clairement affichée	Lenteur dans la réforme du secteur bancaire et

Chapitre II : l'investissement direct étranger en Algérie

	financier
Marché potentiel de plus de 35 millions de Consommateurs	Retards dans la réforme de la justice
Main-d'œuvre abondante, jeune et formée	Marché caractérisé par une contre façon importante
Réflexion autour d'une promulgation d'un nouveau code des investissements beaucoup plus Incitatif	Mutations difficiles dans le secteur des douanes malgré les nouvelles exigences internationales
Solvabilité renforcée du pays grâce au paiement anticipé d'une partie de la dette extérieure	Lenteur dans les déréglémentations
La téléphonie mobile est très développée	Difficultés d'accès au financement des PME-PMI
Les grands chantiers en matière d'infrastructure connaissent une avancée indéniable surtout en matière de transport : autoroute Est-ouest, aéroport d'Alger, métro d'Algérie...	Difficultés structurelles de l'économie.
Opportunités	Menaces
Hydrocarbures et énergie	Lenteur des déréglémentations
Mines et pêche	Lenteur bureaucratique de l'administration publique
Agro-alimentaire	Retard dans la mise à niveau des fonctionnaires de l'administration publique
Privatisation d'Algérie télécom en 2003	Fuite des cerveaux
Tourisme	Mise à niveau des politiques nationales et vis-à-vis des obligations internationales de l'Algérie
Electronique	Manque de coordination entre les politiques nationales
Parc technologique se sidi-Abdallah	Fonctionnement non concurrentiel de certaines marches.
Zone de libre-échange avec IUE.	

Source : Kamel Bouadem, le climat des IDE en Algérie, tendances et perspectives, université Mohamed Khider Biskra, 2007, P36.

Conclusion

Au terme de notre analyse des flux d'IDE et le cadre d'investissement en Algérie, nous constatons que le pays mène une politique ouverte vis-à-vis des IDE ces dernières années, ceci, à travers son dispositif réglementaire à même d'attirer les IDE. Dans sa recherche à attirer les IDE, l'Algérie mène des politiques d'incitation générales qui se rapportent à la promotion, à la facilitation et au soutien développé et des politiques d'incitations spécifiques qui concernent les avantages qu'offre le code des investissements algérien.

Néanmoins, l'afflux d'IDE vers l'Algérie reste en deçà des attentes comparativement aux pays voisins et aux pays du pourtour méditerranéen. La règle 51/49 est vue comme un obstacle par nombre d'investisseurs étrangers tandis qu'elle est considérée comme une règle prudentielle par l'Algérie.

Chapitre III

Étude économétrique de
l'impact des investissements
directs étrangers sur la
croissance économique en
Algérie

Introduction

Après avoir présenté le cadre théorique des IDE en Algérie, nous procédons à une analyse empirique. Afin d'évaluer l'impact des investissements directs étrangers sur la croissance économique en Algérie, à travers la variation des flux des IDE entrantes. Nous adapterons une approche qui consiste à estimer un modèle VAR. Il nous permet d'analyser l'impact des variables macroéconomiques.

Le but de ce chapitre consiste, en une tentative de validation empirique du lien entre les IDE et la croissance économique. Pour cela on a décomposé ce chapitre en trois sections. Dans une première section, nous procéderons à l'analyse graphique des séries. En deuxième section, nous opérerons à l'analyse univariée des séries (étude de la stationnarité des séries) et en dernière section, nous effectuerons une analyse multivariée des séries.

Section01 : présentation et analyse graphique des séries de données

Plusieurs travaux empiriques (Alaya (2006), CNUCED (2008), Ozyurt (2008), ...) ont été effectués par des économistes dans le but de déterminer la relation qui existe entre l'IDE et la croissance économique à travers l'économétrie qui représente un outil qui permet d'infirmer ou de confirmer les théories qu'il construit. L'approche méthodologique de la relation IDE-Croissance Économique exige la mise en œuvre de techniques économétriques rigoureuses. Pour obtenir des estimations non fallacieuses des relations de causalité dans un cadre statistique stationnaire, il est nécessaire de recourir d'abord à un protocole de tests statistiques préliminaires.

Nous allons utiliser des données annuelles couvrant la 1970-2018, Cette période correspond à des transformations économiques structurelles et flux d'IDE qui ont entraîné une importante mutation du marché d'investissement en l'Algérie.

Comme toute méthode d'analyse, l'économétrie s'appuie sur un certain nombre de variables qui lui sont propres. Les principaux ingrédients d'un modèle économétrique sont les variables à expliquées et les variables explicatives, les perturbations et les paramètres.

Le choix des variables

Dans notre travail, nous avons essayé de choisir au mieux les variables explicatives qui sont en corrélation directe avec la croissance économique représentée par le PIB et pour cela

Chapitre III : Étude économétrique de l'impact des investissements directs étrangers sur la croissance économique en Algérie

nous avons retenu : Investissements Directs Étrangers (**IDE**) ; le taux d'intérêt (**TXI**) ; le taux d'inflation (**Tinf**) ; le taux de change (**TCH**) ; le taux de chômage (**TCHO**).

Le choix des variables explicatives s'est effectué sur la base de la disponibilité des informations au niveau de : ONS, FMI, la banque d'Algérie et la banque mondiale.

Analyse graphique

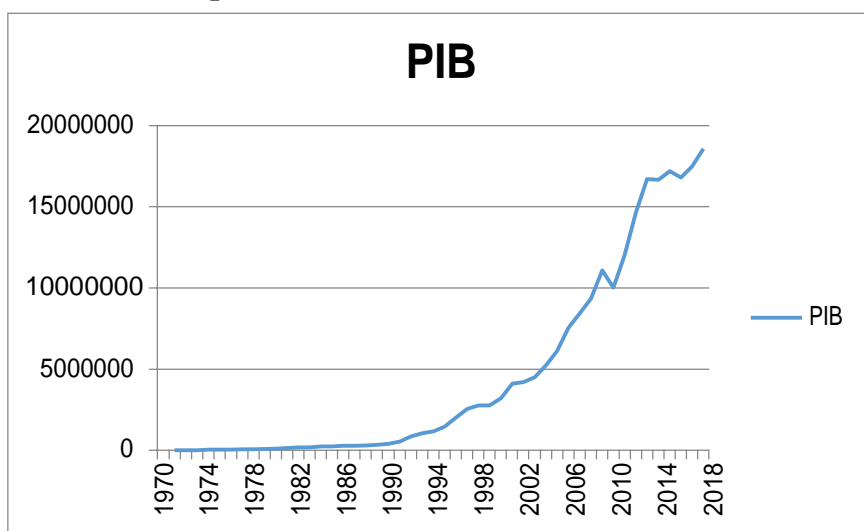
Avant toute recherche d'une équation et avant toute analyse statistique des séries de variables disponibles, il est nécessaire de procéder par une analyse graphique.

Le produit intérieur brut (PIB)

Le produit intérieur brut (PIB) est un indicateur très utilisé qui mesure la richesse créée dans un pays donné et pour une année donnée. Il est défini comme la valeur totale de la production des biens et services, pour les agents résidents à l'intérieur du territoire national. La prise en compte de cette variable permettra d'appréhender l'importance des investissements directs étrangers dans notre pays.

À partir du graphique ci-dessous, On constate une évolution progressive entre la période 1970 et 2008 due aux recettes pétrolières, en suite une décroissance remarquable, qui due à la crise financière en 2009 passant 11 090 022 de millions de DA en 2008 à 10 034 255 millions de DA en 2009. À partir de cette année, le PIB reprend sa progression pour atteindre avoisinant les 20259044.3 millions de DA en 2018.

Figure N01 : Évolution de produit intérieur brut (million de dinars constants)



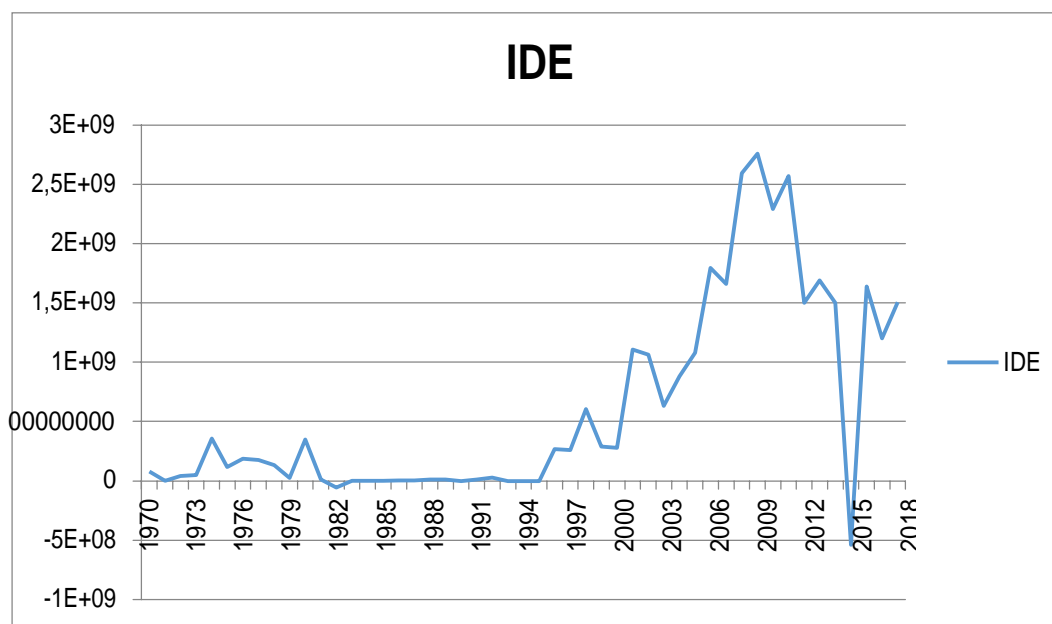
Sources : établie par nous-même d'après les données ONS.

Les investissements directs étrangers

L'investissement direct étranger est le plus sollicité ces dernières années par les pays en voie de développement pour rattraper leurs retards, et l'Algérie parmi les pays qui ont attiré plus ces investissements en Afrique. D'où le choix de cette variable.

À partir du graphique ci-dessus, on remarque bien une méfiance au début des 1970 vis-à-vis du capital étranger. Après en 1988 il y avait un essor remarquable des flux des IDE passant de 3 711 537.89 US\$ en 1987 à 13 018 265.02 US\$ en 1988. Juste après, ils ont eu une chute due à la situation sécuritaire et politique de pays. Ensuite à partir de 1995, ils ont repris leur progression avec quelques irrégularités pour atteindre un pic de 2760000000 US\$ en 2009. Depuis cette date, les flux des IDE ont commencé à baisser pour atteindre à un montant négatif de -537792921 US\$ en 2015. Cette chute est la conséquence du ralentissement des investissements due à la baisse drastique des prix du pétrole en 2014. Entre 2016 et 2018, les IDE ont connu une reprise d'une manière timide.

Figure N02 : l'évolution des investissements directs étrangers (dollars)



Sources : établie par nous-même d'après les données de la banque mondiale

Le taux de change

Le taux de change est le taux auquel un individu peut changer un bien d'un pays contre un bien d'un autre pays. La détermination du taux de change est une des problématiques majeures en macroéconomie internationale. Cela provient du fait que le

Chapitre III : Étude économétrique de l'impact des investissements directs étrangers sur la croissance économique en Algérie

taux de change constitue un instrument d'ajustement de la politique monétaire et commerciale d'un pays. La croissance de son niveau d'équilibre représente des lors un défi considérable.

À partir du graphique ci-dessous, nous constatons que l'évolution du taux de change a connu plusieurs étapes tout au long de la période considérée (1970-2018)

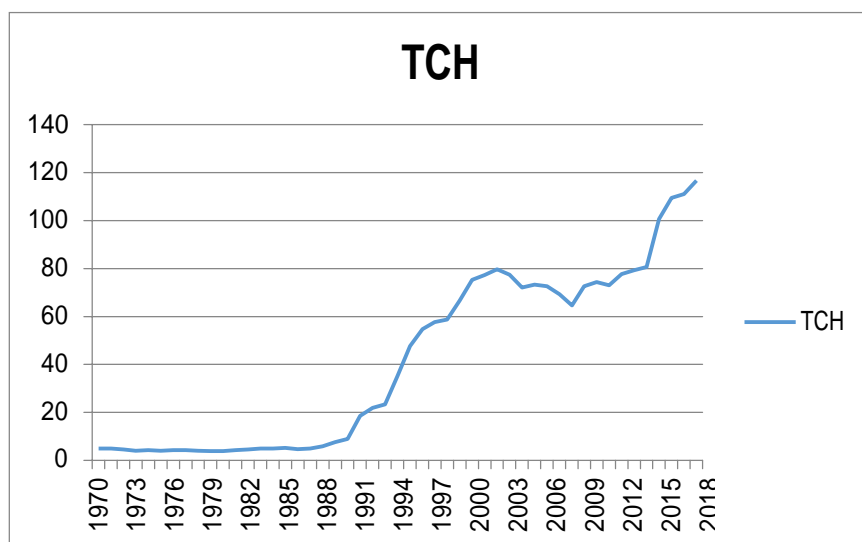
La période (1970-1990), le taux de change a connu une stabilité relative variant de 4,94% en 1970 à 8,96% en 1990.

La période (1991-2002), le taux de change a évolué d'une manière exponentielle, en passant de 18,47% en 1991 à 79,68% en 2002.

La période (2003-2008), le taux de change a connu baisse suite l'augmentation des recettes de la fiscalité pétrolière, il est passé de 77,39% en 2003 à 64,58% en 2008.

La période (2009-2018), durant cette période, le taux de change a fortement augmenté en passant de 72,65% à 116,59%.

Figure N04 : l'évolution de taux de change (%)



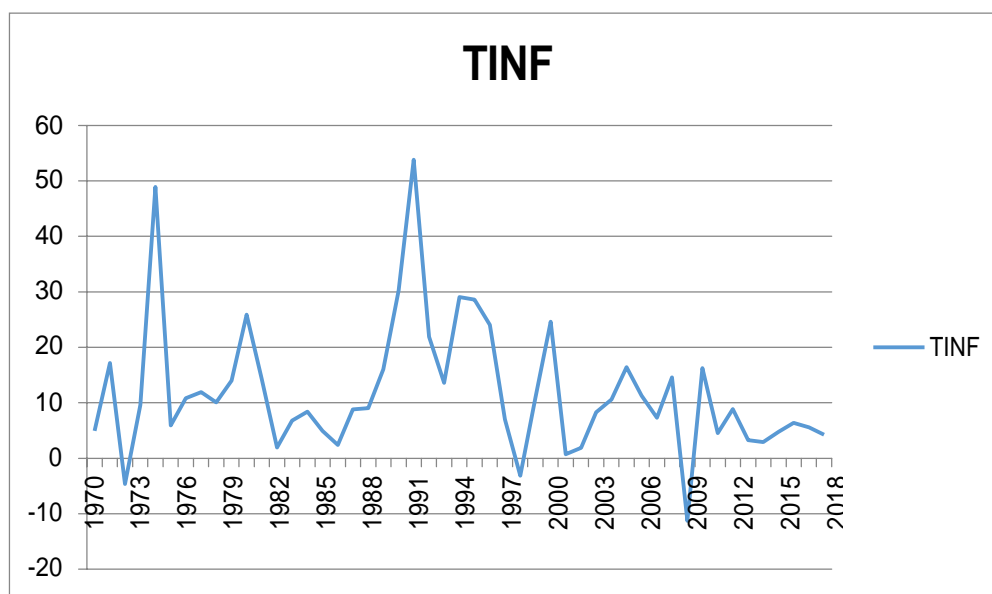
Sources : établie par nous-même d'après les données de la banque mondiale

Le taux d'inflation

Le taux d'inflation est mesuré par rapport à l'indice des prix à la consommation. Elle représente la perte de pouvoir d'achat de la monnaie, qui se traduit par une augmentation générale et durable des prix.

D'après la représentation graphique ci-dessous, on remarque que le taux d'inflation en Algérie varie d'une année à un autre, les plus fortes progressions sont observées pendant les années 1994 et en 1991 de 48.89% et 53.78%. Cette variation haussière est due notamment à une hausse relativement importante des prix des biens alimentaires en suite ces dernières années, il y a une baisse avec quelques irrégularités.

Figure N 03 : l'évolution de taux d'inflation (%)



Sources : établie par nous-même d'après les données de la banque mondiale

Le taux de chômage

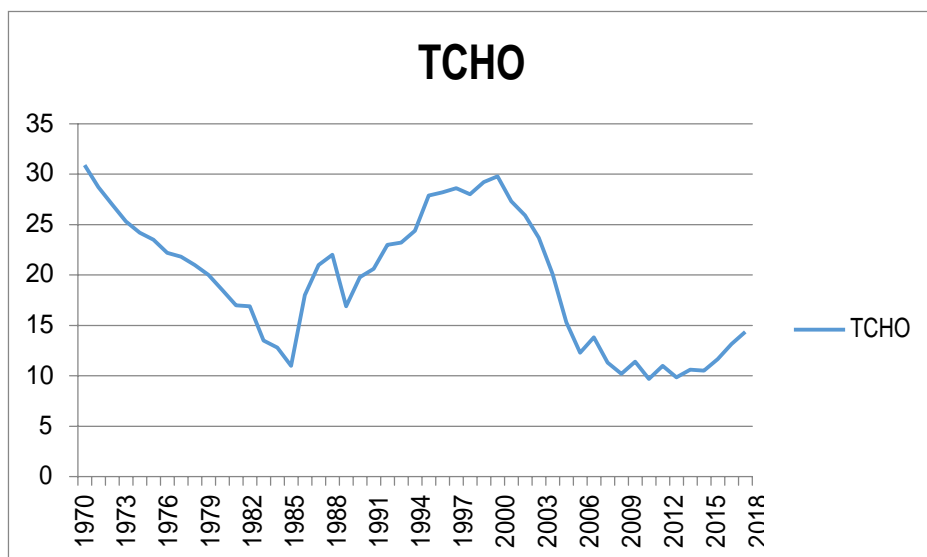
Le taux de chômage est un taux qui met en relation au numérateur le nombre de personnes considérés par convention en situation de chômage. Et au dénominateur la population active, il est considéré comme un indicateur de référence pour présenter la situation économique d'un pays.

Comme l'indique le graphe. L'année 1985 peut être considérée comme une date rupture dans le marché du travail, grâce à un taux de 11%, grimpe à 29.77% en 2000 après

Chapitre III : Étude économétrique de l'impact des investissements directs étrangers sur la croissance économique en Algérie

à partir de l'année 2005 on remarque une diminution du taux chômage qui atteint 10.5% en 2014 suite aux efforts de l'État pour baisser ce phénomène. À partir de 2015, le taux de chômage a connu une reprise à la hausse en passant de 10,6% à 14,35% en 2018.

Figure N05 : l'évolution de taux de chômage (%)

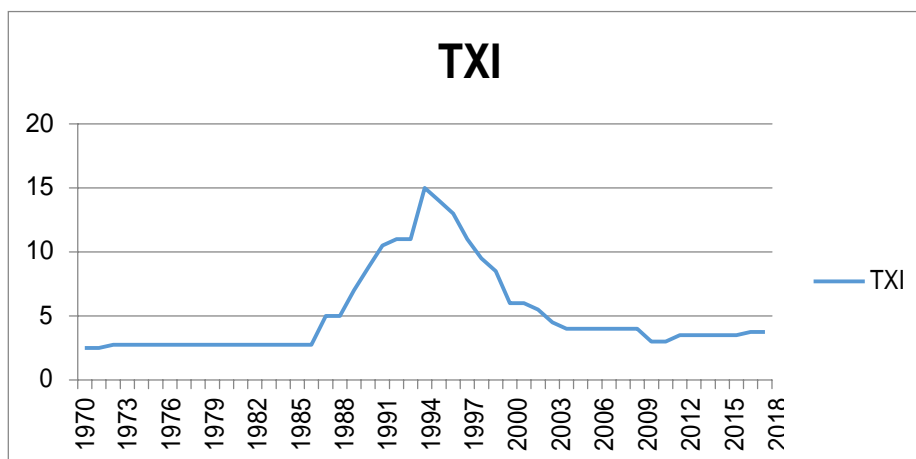


Sources : établie par nous-même d'après les données de l'ONS

Le taux d'intérêt réel

La figure ci-dessous montre que la série de taux d'intérêt a enregistré une stagnation au tour de 2,75% au début de période (1970-1986). Ensuite, le taux d'intérêt a connu une forte augmentation pour atteindre 15% en 1994. La période (1995-2003) a marqué une baisse du taux d'intérêt. Il est passé de 14% en 1995 à 4,5% en 2003. À partir de 2004, il a connu une stabilité relative au tour de 4%.

Figure N06 : l'évolution de taux d'intérêt réel (%)



Sources : établie par nous-même d'après les données de la banque d'Algérie

Dans cette section, nous avons fait une analyse graphique des différentes séries de données et ceux dans le but de dégager les différentes tendances de l'évolution de nos variables à utiliser dans la modélisation économique.

Section 2 : Étude de la stationnarité des séries de données

Ainsi, la méthodologie économétrique que nous adoptons se réalise en quatre étapes. La première étape consiste à faire l'étude de la stationnarité des séries en vue de déterminer leurs ordres d'intégrations. La deuxième étape teste l'existence d'une relation de cointégration entre les variables. Ces deux étapes sont essentielles pour la troisième et la quatrième étape. La troisième consiste à estimer les paramètres du modèle et la quatrième permet de faire les différents tests (test de causalité, la décomposition de la variance, test sur les résidus). Avant toute estimation multivariée, il est important de stationnariser d'abord toutes les variables.

Plusieurs tests permettent de mettre en évidence la stationnarité d'une série. Nous mettrons donc en œuvre le test de stationnarité de Dickey-fuller (DF-ADF)

2.1- Application des tests de racines unitaires (test de DF et ADF) :

L'application des tests de racine unitaire (DF et DFA) nécessite d'abord de sélectionner le nombre de retards de sorte à blanchir les résidus de la régression. Autrement dit, déterminer le nombre maximum de retards d'influence des variables explicatives sur la variable à expliquer. Pour la détermination du nombre de retards p à retenir dans les régressions des tests ADF. Avant l'application du test d'ADF, il est

Chapitre III : Étude économétrique de l'impact des investissements directs étrangers sur la croissance économique en Algérie

nécessaire de déterminer le nombre maximum de retards de chaque série. Pour ce faire, nous allons prendre le nombre de retard qui minimise les critères d'information de Schwarz (SC) sélectionnés d'une manière automatique par le logiciel Eviews 7.1

Tableau N°01 : détermination du nombre de retards p :

Variables	PIB	IDE	TCH	TINF	TCHO	TXI
Retard retenu	P=0	P=6	P=6	P=0	P=0	P= 2

Source : Résultats obtenus à partir de l'Eviews 7.1

Application du test de racine unitaire ADF sur la série PIB

En pratique, on commence toujours par l'application du test sur le modèle général qui englobe tous les cas de figure, c'est-à-dire qui tient compte de toutes les propriétés susceptibles de caractériser une série, il s'agit du modèle (3). Testons l'hypothèse selon laquelle la série **PIB** est non stationnaire (elle contient au moins une racine unitaire) contre l'hypothèse alternative de stationnarité.

L'estimation par MCO du modèle (3) appliquée à la série **PIB** nous donne les résultats suivants :

Chapitre III : Étude économétrique de l'impact des investissements directs étrangers sur la croissance économique en Algérie

Tableaux N°2 : Modèle (3) pour la série PIB

Null Hypothesis: PIB has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=10)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-0.032968	0.9947
Test critical values:		
1% level	-4.161144	
5% level	-3.506374	
10% level	-3.183002	

*Mackinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(PIB)
 Method: Least Squares
 Date: 07/23/20 Time: 15:11
 Sample (adjusted): 1971 2018
 Included observations: 48 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
PIB(-1)	-0.000973	0.029510	-0.032968	0.9738
C	-258121.9	219577.5	-1.175539	0.2460
@TREND(1970)	27926.53	12736.54	2.192630	0.0335
R-squared	0.312231	Mean dependent var		421561.9
Adjusted R-squared	0.281663	S.D. dependent var		690473.9
S.E. of regression	585209.4	Akaike info criterion		29.45779
Sum squared resid	1.54E+13	Schwarz criterion		29.57474
Log likelihood	-703.9869	Hannan-Quinn criter.		29.50198
F-statistic	10.21446	Durbin-Watson stat		1.790120
Prob(F-statistic)	0.000220			

Source : résultat obtenu à partir du logiciel Eviews 7.1

On remarque que la série **PIB** est un processus DS car la statistique du test ADF est égal (-0.03) supérieure à la valeur théorique qui est (-3.50).

On remarque aussi que la valeur de la t statistique de la tendance est égale à (2.19) est inférieure à la valeur critique qui est 2.81 (voir table ADF en **annexe N°2**) donc on accepte l'hypothèse nulle ($H_0 : \text{trend}=0$). On rejette la présence d'une tendance dans le modèle. On estime en conséquence le modèle (2), modèle avec constante et sans tendance déterministe. Les résultats sont donnés dans le tableau suivant :

Chapitre III : Étude économétrique de l'impact des investissements directs étrangers sur la croissance économique en Algérie

Tableau N°3 : Modèle (2) pour la série PIB

Null Hypothesis: PIB has a unit root
 Exogenous: Constant
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=10)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	3.798303	1.0000
Test critical values:		
1% level	-3.574446	
5% level	-2.923780	
10% level	-2.599925	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(PIB)
 Method: Least Squares
 Date: 07/23/20 Time: 15:16
 Sample (adjusted): 1971 2018
 Included observations: 48 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
PIB(-1)	0.055835	0.014700	3.798303	0.0004
C	162378.7	111272.6	1.459287	0.1513
R-squared	0.238752	Mean dependent var		421561.9
Adjusted R-squared	0.222203	S.D. dependent var		690473.9
S.E. of regression	608948.1	Akaike info criterion		29.51763
Sum squared resid	1.71E+13	Schwarz criterion		29.59559
Log likelihood	-706.4231	Hannan-Quinn criter.		29.54709
F-statistic	14.42711	Durbin-Watson stat		1.708600
Prob(F-statistic)	0.000426			

Source : résultat obtenu à partir du logiciel Eviews7.1

On remarque que la série **PIB** est un processus DS car la statistique du test ADF est égal (3,79) supérieure à la valeur théorique qui est (-2.92).

On remarque aussi que la valeur de la t statistique de la constante est égal à (1,45) est inférieure à la valeur critique qui est 2.56 (voir table ADF en **annexe N°02**) donc la constante n'est pas significative, on estime en conséquence le modèle (1) sans constante et sans tendance déterministe. Les résultats sont donnés dans le tableau suivant :

Chapitre III : Étude économétrique de l'impact des investissements directs étrangers sur la croissance économique en Algérie

Tableau N°4 : modèle (1) pour la série PIB

Null Hypothesis: PIB has a unit root
 Exogenous: None
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=10)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	5.871382	1.0000
Test critical values:		
1% level	-2.614029	
5% level	-1.947816	
10% level	-1.612492	

*Mackinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(PIB)
 Method: Least Squares
 Date: 07/23/20 Time: 15:21
 Sample (adjusted): 1971 2018
 Included observations: 48 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
PIB(-1)	0.068990	0.011750	5.871382	0.0000

R-squared	0.203511	Mean dependent var	421561.9
Adjusted R-squared	0.203511	S.D. dependent var	690473.9
S.E. of regression	616221.9	Akaike info criterion	29.52122
Sum squared resid	1.78E+13	Schwarz criterion	29.56020
Log likelihood	-707.5092	Hannan-Quinn criter.	29.53595
Durbin-Watson stat	1.653894		

Source : résultat obtenu à partir du logiciel Eviews7.1

On remarque que la série **PIB** est un processus DS car la statistique du test ADF est égale (5,87) supérieure à la valeur théorique qui est (-1.94). La série **PIB** est non stationnaire. Elle comporte au moins une racine unitaire. Pour déterminer l'ordre d'intégration de la série, on applique le test d'ADF sur le modèle (1) de la série en différence première.

Chapitre III : Étude économétrique de l'impact des investissements directs étrangers sur la croissance économique en Algérie

Tableau N°5 : Modèle (1) pour la DPIB

Null Hypothesis: D(PIB) has a unit root
 Exogenous: None
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=10)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-3.373253	0.0012
Test critical values:		
1% level	-2.615093	
5% level	-1.947975	
10% level	-1.612408	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(PIB,2)
 Method: Least Squares
 Date: 07/23/20 Time: 15:24
 Sample (adjusted): 1972 2018
 Included observations: 47 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(PIB(-1))	-0.441869	0.130992	-3.373253	0.0015
R-squared	0.196562	Mean dependent var		35796.44
Adjusted R-squared	0.196562	S.D. dependent var		774737.6
S.E. of regression	694433.7	Akaike info criterion		29.76063
Sum squared resid	2.22E+13	Schwarz criterion		29.79999
Log likelihood	-698.3748	Hannan-Quinn criter.		29.77544
Durbin-Watson stat	2.160714			

Source : résultat obtenu à partir du logiciel Eviews7.1

La série **DPIB** est stationnaire car la statistique de test ADF est égale à (-3,37) inférieure à la valeur théorique qui est (-1.94). La série **PIB** comporte donc une racine unitaire, la série **PIB** est intégrée d'ordre 1 puisque il faut la différencier une fois pour la rendre stationnaire.

Présentation des résultats du test ADF sur les autres séries restantes

L'application par la même stratégie du test de racine unitaire sur les autres séries (IDE, TCH, TIN, TCH, EPR, TXI) nous donne les résultats résumés dans le tableau suivant :

**Chapitre III : Étude économétrique de l'impact des investissements directs étrangers
sur la croissance économique en Algérie**

Tableau N°6 : les résultats du test de racine unitaire ADF sur les autres variables

Variables	Test ADF en niveau						Test ADF en différence	
	T statistique	Modèle 3		Modèle 2		Modèle 1	Modèle 1 ou modèle 2	Ordre D'intégration
		T de ADF	T trend	T de ADF	T const	T de ADF	T de ADF	
IDE	T calculée	-1.89	2.16	0.59	1.06	1.50	-3.83	I (1)
	T tabulée	-3.51	2.81	-2.93	2.56	-1.94	-1.94	
TCH	T calculée	-3.64	3.73					Processus TS
	T tabulée	-3.51	2.81					
TINF	T calculée	-5.43	-1.40					I (0)
	T tabulée	-3.51	2.81					
TCHO	T calculée	-1.51	-0.14	-1.69	1.25	-1.57	-5.33	I (1)
	T tabulée	-3.51	2.81	-2.92	2.56	-1.94	-1.94	
TXI	T calculée	-1.87	-0.22	-1.95	1.69	-0.47	-5.03	I (1)
	T tabulée	-3.51	2.81	-2.92	2.56	-1.94	-1.94	

Source : Élaboré par nous même à partir des résultats d'Eviews 7.1

À travers les résultats trouvés de l'étude de la stationnarité des séries, on remarque que les séries (**PIB, IDE, TCH, TCHO, TXI**) sont non stationnaires en niveau et stationnaires en différences premières. Par contre, la série **TINF** est stationnaire en niveau et la série **TCH** est une série issue d'un processus TS.

En outre, on peut chercher d'éventuelles relations de cointégration entre les cinq variables intégrées de même ordre un à savoir : **PIB, IDE, TCHO, TXI** et la variable **TCH** de processus TS.

Section 3 : Analyse multivariée des séries de données

L'intérêt fondamental de la méthode vectorielle autorégressive ou vectorielle à correction d'erreurs est qu'elle nous permet de faire l'étude de la causalité à court ou long terme de Granger entre l'investissement Direct Étranger et la croissance économique.

Dans cette section, nous allons établir les éventuelles relations qui peuvent exister entre les différentes variables en utilisant l'approche multivariée de JOHANSEN (2001) afin de déterminer le nombre de relation de cointégration et pour l'estimation d'un modèle VECM.

Estimation du modèle vectoriel à correction d'erreur

Nous testons l'existence de la relation de cointégration entre les cinq variables (PIB, IDE, TCHO, TXI et TCH) en utilisant la méthode de maximum de vraisemblance de JOHANSEN, pour cela on procède par ces trois méthodes :

- ✓ La première consiste à estimer d'abord les modèles VAR(P) avec différents ordre P puis déterminer l'ordre qui minimise les deux critères AKAIKE et SCHWARZ.
- ✓ La deuxième étape, consiste à appliquer le test de vraisemblance de JOHANSEN pour définir le nombre de relations de cointégration.
- ✓ Dans la troisième étape nous estimons le modèle VECM.

Étape (1) : Détermination du nombre de retard P

Dans cette étape on procède à la détermination du nombre de retard optimal. A cet égard, nous avons estimé les différents processus du modèle VAR pour les ordres de retard P allant de 1 à 3 à travers les deux critères d'informations AKAIK et SHWARZ. Nous avons obtenus les résultats dans le tableau ci-dessous :

Tableau N^o7 : Détermination du nombre de retards P

Nombre de retards	Critère d'Akaike	Critère de Schwarz
P=1	84.56732	85.73682
P=2	85.05532	87.22039
P=3	85.06700	88.24724

Chapitre III : Étude économétrique de l'impact des investissements directs étrangers sur la croissance économique en Algérie

Source : Réalisation personnelle à partir du logiciel Eviews 7.1

Le choix du retard p qui minimise les deux critères d'informations d'AKAIKE et de SCHWARTZ nous conduit à retenir $P=1$

Étape (2) : Test de cointégration de JOHANSEN (Test de La trace)

Ce tableau signifie que pour effectuer le test de spécification à retenir dépend de :

- ✓ L'absence ou la présence de la constante dans le modèle à correction d'erreur ;
- ✓ L'absence ou la présence de la constante et de la tendance dans la relation de cointégration.

Tableau N°8 : Test de spécification

Type de processus	Spécification				
	1	2	3	4	5
Tous les processus sont des DS sans dérive	×	×			
Au moins un des processus est un DS avec dérive			×		
Au moins un processus est un TS				×	
Au moins un processus a une tendance quadratique					×

Source : Régis Bourbonnais¹ (2015)

Comme l'étude de la stationnarité des séries nous a donné des processus DS de mêmes ordres pour les variables (PIB, IDE, TCHO, TXI) et un processus TS pour la variable TCH, donc d'après le tableau-ci-dessus, la spécification à retenir est la spécification 4.

L'analyse de ce test repose sur deux hypothèses, soit r : le nombre de cointégration avec l'hypothèse nulle où r n'admet pas de relation de cointégration contre l'hypothèse où r existe au moins une relation de cointégration. Les résultats figurent dans le tableau suivant :

¹ Régis Bourbonnais (2015), « Économétrie : cours et exercices corrigés », édition Dunod, page 313.

Tableau N⁰⁹ : Test de la trace

Date: 07/24/20 Time: 13:32
 Sample (adjusted): 1972 2018
 Included observations: 47 after adjustments
 Trend assumption: Linear deterministic trend (restricted)
 Series: PIB IDE TCHO TCH TXI
 Lags interval (in first differences): 1 to 1

Unrestricted Cointegration Rank Test (Trace)

Hypothesized No. of CE(s)	Eigenvalue	Trace Statistic	0.05 Critical Value	Prob.**
None *	0.590976	92.62890	88.80380	0.0257
At most 1	0.364161	50.61183	63.87610	0.3871
At most 2	0.220766	29.32974	42.91525	0.5422
At most 3	0.212286	17.60587	25.87211	0.3710
At most 4	0.127133	6.390688	12.51798	0.4124

Trace test indicates 1 cointegrating eqn(s) at the 0.05 level

* denotes rejection of the hypothesis at the 0.05 level

**MacKinnon-Haug-Michelis (1999) p-values

Source : Élaborer par l'auteur à partir du logiciel Eviews 7.1

L'observation de ce tableau nous indique que les résultats de test de cointégration montrent qu'il existe une seule relation de long terme entre le PIB et les autres variables explicatives.

Étape (3) : Estimation du modèle VECM

Le VECM se caractérise par la modélisation des ajustements qui servent à établir une situation d'équilibre de long terme. Il s'agit d'un modèle qui intégré à la fois, l'évolution de court terme et de long terme. L'application du modèle à correction d'erreur s'établit dans le cas des séries non-stationnaires mais qui sont intégrées de même ordre.

Tableau N⁰¹⁰ : Estimation du modèle VECM (PIB-IDE)

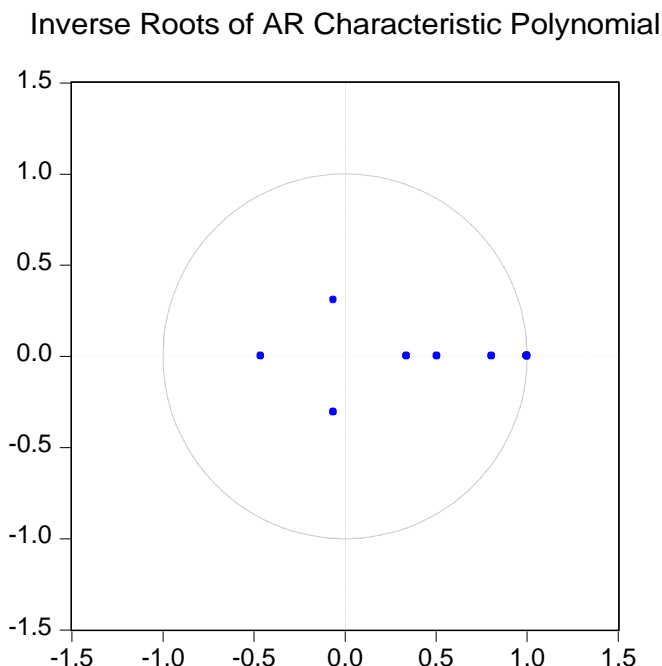
Chapitre III : Étude économétrique de l'impact des investissements directs étrangers sur la croissance économique en Algérie

Vector Error Correction Estimates
 Date: 07/24/20 Time: 13:38
 Sample (adjusted): 1972 2018
 Included observations: 47 after adjustments
 Standard errors in () & t-statistics in []

Cointegrating Eq:	CointEq1				
PIB(-1)	1.000000				
IDE(-1)	-0.003199 (0.00095) [-3.36460]				
TCHO(-1)	763670.0 (177459.) [4.30337]				
TCH(-1)	-443251.8 (66585.7) [-6.65686]				
TXI(-1)	-657373.6 (271068.) [-2.42513]				
@TREND(70)	868369.9 (196434.) [4.42068]				
C	-17750010				
Error Correction:	D(PIB)	D(IDE)	D(TCHO)	D(TCH)	D(TXI)
CointEq1	-0.121746 (0.02780) [-4.37892]	-13.82532 (24.6775) [-0.56024]	-3.46E-08 (9.9E-08) [-0.34827]	2.81E-07 (2.2E-07) [1.28022]	1.61E-07 (4.3E-08) [3.77952]
D(PIB(-1))	0.174985 (0.13549) [1.29150]	-13.51673 (120.260) [-0.11240]	-2.56E-07 (4.8E-07) [-0.52863]	1.29E-06 (1.1E-06) [1.20646]	2.23E-07 (2.1E-07) [1.07327]
D(IDE(-1))	-0.000389 (0.00018) [-2.18714]	-0.445856 (0.15792) [-2.82324]	5.75E-10 (6.4E-10) [0.90482]	9.30E-10 (1.4E-09) [0.66293]	3.62E-10 (2.7E-10) [1.32565]
D(TCHO(-1))	84411.42 (45071.5) [1.87283]	-19406563 (4.0E+07) [-0.48510]	0.152510 (0.16100) [0.94727]	0.109379 (0.35549) [0.30768]	-0.035092 (0.06918) [-0.50728]
D(TCH(-1))	-16922.80 (21989.9) [-0.76957]	25269300 (2.0E+07) [1.29466]	0.131212 (0.07855) [1.67043]	0.452569 (0.17344) [2.60934]	-0.019230 (0.03375) [-0.56975]
D(TXI(-1))	122201.2 (89334.9) [1.36790]	-43108848 (7.9E+07) [-0.54367]	0.783786 (0.31911) [2.45615]	0.471520 (0.70461) [0.66919]	0.065999 (0.13711) [0.48135]
C	437529.6 (123462.) [3.54384]	-15184543 (1.1E+08) [-0.13857]	-0.477302 (0.44102) [-1.08228]	0.852869 (0.97379) [0.87583]	-0.041761 (0.18949) [-0.22039]
R-squared	0.439310	0.285510	0.286851	0.246756	0.410251
Adj. R-squared	0.355207	0.178336	0.179879	0.133770	0.321789
Sum sq. resids	1.25E+13	9.82E+18	159.0154	775.2769	29.35726
S.E. equation	558172.8	4.95E+08	1.993837	4.402491	0.856698
F-statistic	5.223447	2.663993	2.681544	2.183944	4.637581
Log likelihood	-684.8242	-1003.884	-95.33316	-132.5623	-55.63083
Akaike AIC	29.43933	43.01635	4.354603	5.938822	2.665142
Schwarz SC	29.71488	43.29190	4.630157	6.214376	2.940695
Mean dependent	430513.2	32036529	-0.305319	2.376170	0.026596
S.D. dependent	695117.8	5.47E+08	2.201661	4.730225	1.040268
Determinant resid covariance (dof adj.)	2.36E+30				
Determinant resid covariance	1.05E+30				
Log likelihood	-1957.988				
Akaike information criterion	85.06331				
Schwarz criterion	86.67727				

Source : sortie logiciel Eviews 7.1

Validation du modèle VECM



Source : Réalisation à partir du logiciel Eviews 7.1

Toutes les racines du polynôme caractéristique sont du module supérieur à 1 (l'inverse des racines est dans le cercle unitaire). Donc les résidus sont stationnaires, et le modèle VECM est stable

Test sur les résidus (Test d'autocorrélation des erreurs)

Le test d'autocorrélation des erreurs nous indique si les erreurs ne sont pas corrélées. La présence de l'autocréation résiduelle rend caduque les commentaires concernant la validité du modèle et les tests statistiques.

Il convient de détecter l'autocréation des erreurs par le test Durbin-watson. Mais dans le cas du modèle autorégressif, on remplace ce test par le LM test.

Pour cela nous allons tester l'hypothèse nulle d'absence d'auto corrélation des résidus, contre l'hypothèse alternative d existence d'autocorrélation des résidus.

Tableau N⁰11 : Résultat du test LM d'indépendance sérielle

Chapitre III : Étude économétrique de l'impact des investissements directs étrangers sur la croissance économique en Algérie

VEC Residual Serial Correlation LM T...
Null Hypothesis: no serial correlation ...
Date: 07/24/20 Time: 13:52
Sample: 1970 2018
Included observations: 47

Lags	LM-Stat	Prob
1	9.890110	0.9969
2	25.57933	0.4303
3	24.18276	0.5088
4	36.55087	0.0636
5	23.35687	0.5567
6	66.40231	0.0000
7	40.49267	0.0259
8	49.34885	0.0026
9	40.53819	0.0257
10	45.24545	0.0078
11	21.50539	0.6641
12	37.26676	0.0545

Probs from chi-square with 25 df.

Source : réalisation à partir du logiciel Eviews 7.1

Dans le tableau ci-dessus on remarque que la probabilité de commettre une erreur de première espèce est supérieure à la valeur critique au seuil de 5%. Cela se traduit par une absence d'auto-corrélation entre les erreurs. Donc les erreurs sont indépendantes.

En effet, le test effectué montre qu'il y a absence d'auto-corrélation entre les résidus, le VECM est bien un modèle stationnaire et stable, donc statistiquement nous pouvons dire que notre modèle VECM est un modèle robuste. On peut dans ce cas faire des analyses et interprétations économiques.

Interprétation économique du Modèle VECM

➤ Interprétation de la relation de long terme

Dans notre analyse on a pris PIB comme variable endogène, et IDE, TCHO, TCH, TXI comme étant des variables exogènes.

Les résultats de l'estimation de la relation de cointégration permettent d'identifier l'équation de long terme indiquée ci-dessous :

$$\text{PIB} = 0.003\text{IDE} - 763670\text{TCHO} + 443251.87\text{TCH} + 657373.6\text{TXI} - 868369\text{trend} + 17750010$$

Les résultats d'estimation de la relation à long terme montrent que les trois variables L'IDE et le taux de change et le taux d'intérêt sont d'un point de vue statistique et économique

Chapitre III : Étude économétrique de l'impact des investissements directs étrangers sur la croissance économique en Algérie

significatives sur le PIB. Ce que souligne l'importance de la politique d'ouverture un capital étranger et le rôle moteur de l'IDE dans le processus de croissance de pays. Et le taux de change d'une monnaie est un bon indicateur de la vigueur de la stabilité de la productivité d'une économie. Ce qui favoriser le rôle de taux d'intérêt comme un mécanisme du marché.

Alors que le taux de chômage il dépend négativement sur le PIB. Ça signifie que l'augmentation de la croissance de PIB, montre une baisse du taux de chômage. Donc il ya une augmentation de l'emploi nécessaire pour répondre à une demande donnée et l'augmentation de la production des biens et services.

➤ Interprétation de la relation du court terme

CoinEq1 indique les résidus retardés d'une période de la relation de cointégration dans le tableau ci-dessous. Le signe du coefficient d'ajustement (force de rappel= -0.127) est négatif et significatif donc le terme à correction d'erreur est caractérisé par un retour vers la cible de long terme (vers l'équilibre).

D(PIB(-1))	0.174985 (0.13549) [1.29150]	-13.51673 (120.260) [-0.11240]	-2.56E-07 (4.8E-07) [-0.52863]	1.29E-06 (1.1E-06) [1.20646]	2.23E-07 (2.1E-07) [1.07327]
D(IDE(-1))	-0.000389 (0.00018) [-2.18714]	-0.445856 (0.15792) [-2.82324]	5.75E-10 (6.4E-10) [0.90482]	9.30E-10 (1.4E-09) [0.66293]	3.62E-10 (2.7E-10) [1.32565]
D(TCHO(-1))	84411.42 (45071.5) [1.87283]	-19406563 (4.0E+07) [-0.48510]	0.152510 (0.16100) [0.94727]	0.109379 (0.35549) [0.30768]	-0.035092 (0.06918) [-0.50728]
D(TCH(-1))	-16922.80 (21989.9) [-0.76957]	25269300 (2.0E+07) [1.29466]	0.131212 (0.07855) [1.67043]	0.452569 (0.17344) [2.60934]	-0.019230 (0.03375) [-0.56975]
D(TXI(-1))	122201.2 (89334.9) [1.36790]	-43108848 (7.9E+07) [-0.54367]	0.783786 (0.31911) [2.45615]	0.471520 (0.70461) [0.66919]	0.065999 (0.13711) [0.48135]
C	437529.6 (123462.) [3.54384]	-15184543 (1.1E+08) [-0.13857]	-0.477302 (0.44102) [-1.08228]	0.852869 (0.97379) [0.87583]	-0.041761 (0.18949) [-0.22039]
R-squared	0.439310	0.285510	0.286851	0.246756	0.410251
Adj. R-squared	0.355207	0.178336	0.179879	0.133770	0.321789
Sum sq. resids	1.25E+13	9.82E+18	159.0154	775.2769	29.35726
S.E. equation	558172.8	4.95E+08	1.993837	4.402491	0.856698
F-statistic	5.223447	2.663993	2.681544	2.183944	4.637581
Log likelihood	-684.8242	-1003.884	-95.33316	-132.5623	-55.63083
Akaike AIC	29.43933	43.01635	4.354603	5.938822	2.665142
Schwarz SC	29.71488	43.29190	4.630157	6.214376	2.940695
Mean dependent	430513.2	32036529	-0.305319	2.376170	0.026596
S.D. dependent	695117.8	5.47E+08	2.201661	4.730225	1.040268
Determinant resid covariance (dof adj.)	2.36E+30				
Determinant resid covariance	1.05E+30				
Log likelihood	-1957.988				
Akaike information criterion	85.06331				
Schwarz criterion	86.67727				

$$DPIB = 0.174985D(PIB(-1)) - 0.000389D(IDE(-1)) + 84411.42D(TCHO(-1)) - 16922.80D(TCH(-1)) + 122201.2D(TXI(-1)) + 437529.6$$

Chapitre III : Étude économétrique de l'impact des investissements directs étrangers sur la croissance économique en Algérie

- On remarque qu'à court terme le PIB, dépend négativement des variations des IDE et positivement des variations de TCHO. Ce que nous mène a une interprétation économique suivante :
- Le PIB dépend négativement des variations retardées d'une année(ou passées) des IDE, cela signifie qu'une baisse des IDE entraine une baisse de -0.17 unité de PIB, un signe négatif a retenu notre attention en effet nous sommes arrivés à dire que l'IDE agit faiblement sur le PIB ce qui correspondu à une baisse des hydrocarbures dans le pays.
- Le PIB dépend positivement des variations passées du taux de chômage. Ce qui est expliqué que la production de la richesse diminué au niveau de PIB. Cela signifie que l'évolution de la croissance ne fait pas reculer le chômage.

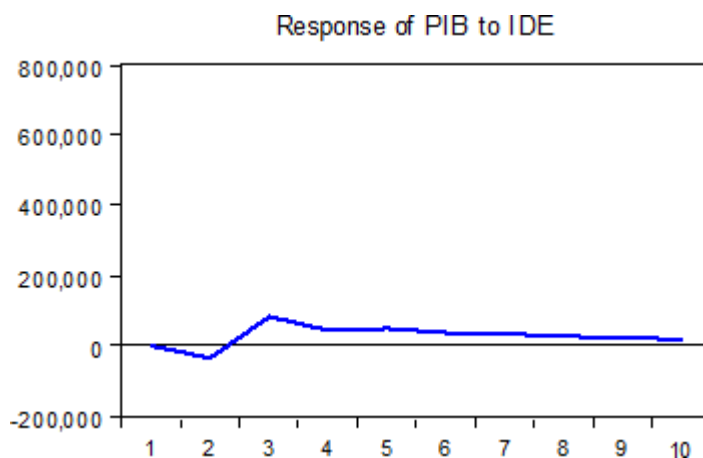
Analyse des fonctions de réponses impulsionnelles

Cette étape nous permet d'étudier l'effet introduit par une variation ou une modification enregistrée au niveau d'une variable sur une autre variable. Pour cela, nous allons présenter dans de qui suit la réponse du PIB pour les chocs sur variable IDE, TCHO, TCH, TXI

Le graphe suivant retrace les fonctions de réponse impulsionnelle, on s'intéresse aux effets du choc sur 10 périodes.

• Pour l'IDE

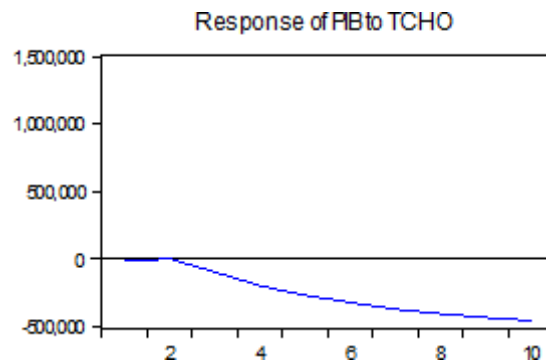
L'impact d'un choc sur l'IDE sur un horizon de 10 ans génère des effets négatifs sur le PIB de la première période jusqu'à la deuxième période, suivi d'un effet positif jusqu'à la dernière période. Donc la réponse à un choc sur les IDE introduit un effet positif sur le PIB.



Source : résultats obtenu à partir de logiciel Eviews7.1

- **Pour le taux de chômage**

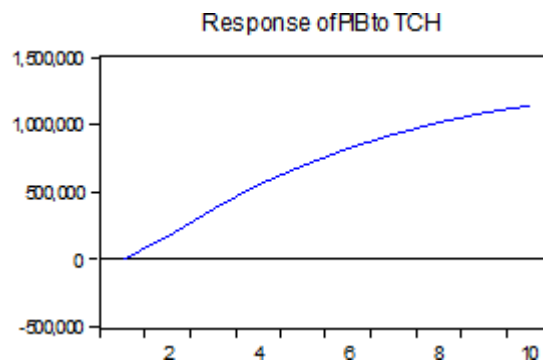
L'impact d'un choc sur le taux de chômage pour un horizon de 10 ans génère un effet stable de PIB entre la première et la deuxième période, suivi d'un effet négatif jusqu'à la dernière période. Donc la réponse à un choc sur le taux de chômage introduit un effet négatif sur le PIB.



Source : résultats obtenu à partir du logiciel Eviews7.1

- **Pour le taux de change**

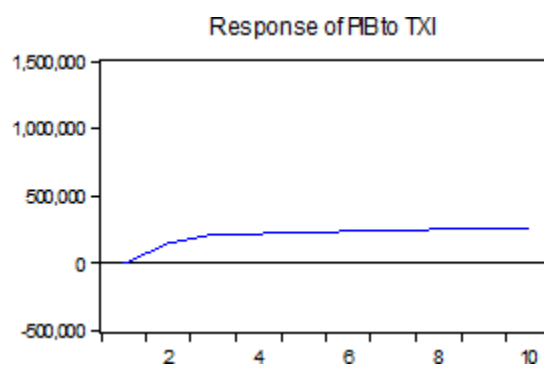
Pour le taux de change (TCH) : La stimulation de l'impact d'un choc sur le taux de change affecte positivement les PIB sur un horizon de 10 ans. À partir de la quatrième année cet effet connaît une hausse durable jusqu'à la dernière période. Ce qui est expliqué que les variations de taux de change vont affecter les prix des biens, ainsi que toute augmentation du taux de change favorise les exportations et défavorise les importations dans le pays.



Source : résultats obtenu à partir de logiciel Eviews7.1

- **Pour le taux d'intérêt**

Pour le taux d'intérêt (TXI) : La stimulation de l'impact d'un choc sur le taux d'intérêt affecte positivement le PIB sur un horizon de 10 ans. À partir de la quatrième année cet effet connaît une stabilité jusqu'à la dernière période.



Source : résultats obtenu à partir de logiciel Eviews7.1

Conclusion

Dans ce chapitre on a eu pour objectif principal d'analyser empiriquement l'impact des IDE sur la croissance économique en Algérie. Pour ce faire, nous avons utilisé le modèle VAR : stationnarité et les résidus. A partir de ces tests nous sommes parvenus à des résultats importants.

Les tests de stationnarité ADF ont révélé que toutes les variables ne sont pas stationnaires en niveau et ont dû être différenciées pour être stationnaires.

Au regard des résultats empirique, on constate que l'investissement étrangers, parât comme facteur très important dans le processus de développement d'économie en Algérie. Ainsi, pour ce faire, l'État Algérien doit motiver l'investissement local et encourager l'investissement étranger afin d'avoir une économie diversifiée et non rentière.

Conclusion générale

Conclusion générale

Conclusion générale

Les investissements directs étrangers jouent un rôle important dans la croissance économique des pays en développements et émergent et même dans la croissance des pays développés. Un consensus semble être dégagé tant parmi les universitaires que parmi les décideurs, sur le rôle des IDE dans l'accélération de la croissance et l'intégration dans l'économie mondiale.

En effet, ces dernières décennies les pays en voie de développement sont entré dans une concurrence en vue d'attirer les flux d'IDE sur leurs territoires dans un but d'accumulation du capital, la diffusion technologique...etc. l'Algérie fait partie de ces pays, notamment avec ces politiques d'ajustements des finances publiques et de la libéralisation de l'économie ce que lui permet d'attirer environ 2,571 milliards de dollars de flux d'IDE en 2011.

Pour le cas algérien, le cadre de l'investissement a évolué dans le respect des orientations générales de l'économie où l'on distingue deux principales phases. Au cours de la première période qui s'étend de l'indépendance à la fin des années 1980, l'économie est administrée par l'État et l'investissement privé, qu'il soit national ou étranger, était faible.

L'IDE, à peine toléré, devrait s'associer avec les entreprises publiques et devrait également s'engager à assurer un transfert de savoir-faire et de technologies. Ces conditions étaient tellement sévères aux yeux des opérateurs étrangers que les flux d'IDE entrants étaient négligeables y compris dans le secteur des hydrocarbures. La deuxième étape est consacrée, au plan politique, par la mise en place pour la première fois d'une constitution-loi en 1989 ; et, eu plan économique, par la loi sur la monnaie et le crédit en 1990, ainsi que le code de l'investissement de 1993.

Cette loi a reconnu formellement aux privés. La possibilité d'investir dans tous les secteurs délimités aux non- résidents. En termes de flux d'IDE entrants, la situation a connu un changement radical en 1995, soit deux années après l'entrée en vigueur du code de 1993. Les flux ont connu un niveau jamais atteint depuis la fin des années soixante-dix. Depuis cette date les flux entrants s'améliorent de plus en plus avec quelques pics jusqu'à l'obtention d'une hausse appréciable enregistrée en 2011. Néanmoins avec la chute des cours du baril de pétrole qui a marqué ces deux dernières années, les flux d'IDE ont également connu une baisse.

Conclusion générale

En Algérie, les flux d'IDE sont presque concentrés sur le secteur des hydrocarbures et que la grande partie des IDE du secteur de l'énergie sont implantés au sud. Le reste des secteurs reçoivent des flux faibles.

En d'autres termes, certains pays privilégiés par les IDE en raison de leurs stabilités politiques, de leur taux de croissance, de leurs infrastructures, de la qualité de leurs institutions et l'importance de leur capital humain. A l'inverse, les pays qui connaissent des contraintes en matière d'attraction des IDE (cas d'Algérie) sont obligés d'introduire des processus de réformes visant l'amélioration du climat d'affaire. Pour que les IDE puissent générer des effets positifs sur le développement et la croissance économiques.

Au terme de cette analyse, l'objectif de notre travail était de tester l'impact des IDE sur la croissance économique en Algérie. Pour ce faire nous l'avons scindé deux partie : la première partie avait un aspect théorique où nous avons présenté le cadre général des IDE en Algérie et leurs effets sur le développement économique. En effet, cette analyse nous a démontré que l'Algérie essaye d'augmenter les flux des IDE. Malgré les résultats positifs enregistrés dans certains secteurs tels que les hydrocarbures, les télécommunications et la pharmacie, les objectifs escomptés demeurent toujours faibles par rapport à son important potentiel, et les multiples réformes que l'Algérie a introduites pour améliorer l'attraction des IDE n'ont pas réalisé les objectifs escomptés. De même, les recettes des exportations pétrolières n'ont pas permis de créer un tissu industriel compétitif et de permettre à l'investissement productif de jouer un rôle plus important dans l'économie Algérienne.

La deuxième partie avait un aspect pratique, où nous avons essayé de modéliser l'impact des IDE sur la croissance économique en Algérie représentée par le PIB, en introduisant d'autres variables exogènes telles que : taux de change (TCH), taux de chômage (TCHO), taux d'intérêt (TXI), taux d'inflation (TINF). À cet effet, nous avons commencé par une étude graphique de chaque variable afin d'appréhender le mieux possible leur comportement, et de suivre leur évolution dans le temps. Ensuite, et dans le but de vérifié nos hypothèses, nous avons opté pour une démarche économétrique en utilisant le modèle VECM. Les résultats issus de notre analyse économétrique nous montrent l'existence d'une relation positive à long terme, et une relation négative à court terme entre les IDE et la croissance économique en Algérie.

À la fin pour tirer profit de leurs effets et externalités positives, nous recommandons les mesures suivantes :

Conclusion générale

- ❖ Améliorer le cadre macroéconomique : pour l'Algérie, c'est de sortir de la contrainte de l'instabilité en assurant d'abord un environnement économique, sociopolitique stable aux investisseurs étrangers.
- ❖ Augmenter et améliorer la qualité des infrastructures physiques : l'État devrait continuer à fournir à l'économie les services et infrastructures publiques essentiels (électricité, eau, routes, ports, aéroports, etc.)
- ❖ Modifier le code des investissements la règle 51/49 ;
- ❖ Maitriser le risque pays afin d'attirer plus d'investissements directs étrangers ;
- ❖ Relever la qualité de la main-d'œuvre ;

Bibliographie

Bibliographie

Bibliographie

Ouvrages

- 1)- Abdellatif, Benachenhou. «Algérie, la mondialisation maîtrisée», Impression autographe, paris, 2004.
- 2)- ALAYA, M. (2006), «Investissement direct étranger et croissance économique : une estimation à partir d'un modèle structurel pour les pays de la rive sud de la Méditerranées. 7èmes journées scientifiques du réseau «Analyse Economique et Développement de l'AUF».
- 3)- Bernard Bernier et Yves Simon, « Initiation à la macro-économie », Dunod, 2007.
- 4)-BIALES.M, <<économie générale>>, les éditions Foucher, paris, 1996.
- 5)-BLANCHARD.O et COHEN.Y : «macroéconomie», 4^{ème} édition pearson, 2007.
- 6)-BOSSERELLE.E : « *les approches de la croissance et de cycle* ». Edition Dunod, 1999.
- 7)-BOURBONNAIS.R, 2000, « Econométrie : manuel et exercice corrigés », 8ème édition DUNOD, Paris.
- 8)-Claude SOBRY, Jean-Claude Verez «Éléments De macroéconomie : une approche empirique et dynamique.
- 10)-Dwight H-Perkins et autres, « *Economie de développement* », De Boeck, 2008
- 11)-Hamid A. TEMMAR «L'économie De l'Algérie les politiques de relance de la croissance» 1970/ 2014.
- 12)-Fatima BOUALAM. « Les Institutions et Attractivité des IDE » Colloque International « Ouverture et émergence en Méditerranée » 17 et 18 Octobre 2008 Rabat- Maroc .Université de Montpellier I Sciences Economiques LASER.
- 13)- Markusen.J, «the Boundaries of multinational Entreprises and the theory of International Trade», journal of Economic Perspective, vol.9, n°2, 1995.
- 14)- MILELLI.C et DELAPIERRE.M : «les firmes multinationales», Veuibert, Paris, 1995.
- 15)- Phan. D, économie de la croissance, Edition Economica, Paris, 1989.

Thèses et mémoires

- 1)- AbedallahHamitouche, Yassine Merabti. «Les facteurs d'attractivité des investissements directs étrangers : Étude comparative entre l'Algérie le Maroc et la Tunisie», 2014-2015.
- 2)- Abdoulaye Tounkara, NadjimKherbache, Abdel Hakim Sebahi. «Etude des facteurs d'attractivité des IDE en Algérie : cas pratique : Enquête auprès des sociétés étrangers installées en Algérie», 2015-2016.

Bibliographie

- 3)- Achour TaniYamna. «L'analyse de la croissance en Algérie », thèse de doctorat, université Abou BekrBelkaid, 2013-2014.
- 4)- Alaya. M : «l'investissement direct étranger et croissance économique : pour les pays de la rive sud de la méditerranée», thèse université Montesquieu-Bordeaux, 2006.
- 5)- Bekihal, Mohamed. Les Investissements Directs Etrangers En Algérie : « Essai d'évaluation empirique de son impact sur la croissance économique entre 1990 et 2010 », 2012-2013.
- 6)- BenararaOunissa, Chabi Ferhat. «L'impact des IDE sur la croissance économique : Etude d'un panel : Algérie, Maroc et Tunisie », 2015-2016.
- 7)- Benhanbib.A, «Déterminant et Effets Des investissements Directs Etrangers sur la croissance Economique En Algérie : Analyse en données de panel», colloque international, université Sétif.
- 8)- Boualam, F, «L'investissement direct à l'étranger : Le cas de l'Algérie», thèse de doctorat, université de Montpellier I, 2010.
- 9)- Bouzar. C et Tareb. F :«le transfert d'une technologie adaptée et métrisable appuyée sur les IDE comme canal de transmission : cas d'Algérie, université Mouloud mammeri Tizi Ouazou article, 2012.
- 10)- El Hadi Guesmila, «Analyse de la contribution des Investissements Directs Etrangers à l'économie des pays d'accueil : Cas de l'Algérie», 2016-2017.
- 11)- Hamid Fayou. «Le lien entre les investissements directs étrangers et la performance des exportations : Cas des pays en voie de développement », 2018.
- 12)- Lamia Madi, SiliaMeziani. «L'impact des investissements directs étrangers (IDE) sur la productivité en Algérie », 2017-2018.
- 13)- MebarkaOuammara. «L'impact des IDE sur la croissance économique en Algérie durant la période 1985-2015», 2016-2017.
- 14)- MennaaYoughourthéne, Nait mohand Lydia. 2014-2015, «les institutions et Attractivité des IDE en Algérie ».
- 15)- Mélissa Sybille Badio. «Impact des investissements directs étrangers et de l'ouverture commerciale sur la croissance économique », université du Québec à Montréal, 2016.
- 16)- Mohamed IlyesGritli. «Libéralisation du compte capital, développement financier et croissance économique », université de Tunis El Manar, 2017.
- 17)- Mulumba. E : «stimuler une croissance économique forte et durable grâce aux IDE», thèse université de Congo, 2010.

Bibliographie

- 18)- RedhaBenbekhti. «Promotion de l'investissement étranger en Algérie », 2018-2019.
- 19)- Rondé Patrick, Kern Francis. «Déterminants et impacts des ID sur la croissance économique en Tunisie», thèse de doctorat, université de Strasbourg, 2013.
- 20)- Sarah Bouri. « Les Déterminants de l'investissements direct étranger : Evidence empirique à partir des données de panel dans la région MENA (1980-2011) », thèse de doctorat, université Abou BakrBelkaid-Tlemcen, 2014-2015.
- 21)- Salima Djenad, Tata Benhamma. «Essai d'étude de l'effet des IDE sur la croissance économique en Algérie (1970 à 2014) cas : société générale Algérie, 2015-2016.
- 22)- Siham Azzoug, GhaniaFarez. «Modélisation de l'impact des IDE sur la croissance économique en Algérie », 2014.
- 23)- Souria Hammache. «L'impact du risque-pays sur les investissements directs étrangers dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA)», thèse de doctorat, université Mouloud Mammeri de tiouzou, 2019.
- 24)- Ouamara. M, «L'impact des IDE sur la croissance économique en Algérie durant la période 1985-2015», 2016.
- 25)- OZYURT.S (2008) ; «Les investissements directs étrangers entraîent-ils des effets de débordement vers les pays en développement ?» ; Etudes et synthèse ; septembre 2008.
- 26)- Wassila Mezari, Kahina Sadeli. «Les Déterminants De L'inflation En Algérie, approche économétrique (1970-2014) », 2016.

Rapports, revues et articles

- 1)- Anima : «l'impact des IDE sur le développement économique des pays, Etat de l'art et application à la région MED », rapport, 2001.
- 2)- CNUCED (2008), «57.6 milliards de dollars d'IDE pour le voisinage MED en 2007», EUROMED, septembre 2008.
- 3)- CNUCED. Dans un rapport récent de la conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) sur l'investissement mondial en 2010.
- 4)- CNUCED. Examen De La politique De L'investissement-Algérie-Nations Unies Conférence Des Nations Unies Sur Le Commerce Et Le Développement. New York Et Genève, 2004.
- 5)- CNUCED, «rapport sur l'investissement dans le monde»,2011.
- 6)- Définition de référence de l'OCDE des investissements directs étrangers, 4ème édition, 2008.

Bibliographie

- 7)- FMI : «Manuel de la balance des paiements », 5^{ème} édition.
- 8)- KMPG Algérie, «Guide d'investissement en Algérie», édition 2011.
- 9)- KMPG Algérie, «Guide d'investissement en Algérie», édition 2012.
- 10)- KMPG Algérie, «Guide investir en Algérie », édition 2015.
- 11)- KMPG Algérie Guide investissement en Algérie 2017.
- 12) Lahcène Sériiak, «les conditions juridiques et réglementaires de l'investissement national et étranger en Algérie», AGS corpus et bibliographie édition, 2005.
- 13)- TRIELLET.S, «Normes environnementales et déterminants des investissements directs étrangers en direction des économies en développement» dans «Développement durable : enjeux, regards, perspectivistes», Cahier du GEMDEV, n°28 Avril 2002.
- 14)- PH.MERAL et O. PETIT, «Mondialisation et technologies propres. L'importance des partenaires publics : privés dans le secteur automobile» dans «développement durable : enjeux, regards, perspective», 2002.
- 14)- OCDE, définition de référence des investissements directs étrangers, 4^{ème} édition, 2010.

Lois et textes réglementaires

- 1)- Décret exécutif n° 01-281 du 24 septembre 2001 relatif à la composition. A l'organisation et au financement du conseil national de l'investissement, journal officiel n° 55 du 26 septembre 2001.
- 2)- Décret exécutif n° 01-281 du 24 septembre 2001 portant attribution, organisation et fonctionnement de l'agence nationale du développement des investissements, journal officiel n° 55 du 26 septembre 2001.
- 3)- Décret exécutif N°97-04 du 18 janvier 1997, relatif aux critères de détermination et d'encadrement des activités et des professions réglementées.
- 4)- Décret exécutif N°09-183 du 12/05/2009, fixant les conditions d'exercices des activités auxiliaires au transport maritime.
- 5)- LF2009- loi de finance complémentaire pour 2011- LF2012-LF2013-LF2014.
- 6)- La loi N° 16-09 du 03/08/2016 relative a la promotion de l'investissement.
- 7)- La loi N°13-08 du 27 safar 1435 correspondant au 30 décembre 2013 portant loi de finances pour 2014.
- 8)- Ordonnance N°09-01 du 22 juillet 2009 portant loi de finance complémentaire 2009.
- 9)- Ordonnance N°10-01 du 26 aout 2010 portant loi de finance complémentaire 2010.

Bibliographie

10)- Ordonnance 10-04 du 26/08/2010, compétant l'ordonnance 03-11 du 26/08/2003, relative à la monnaie de crédit.

11)- Ordonnance N°01-03 du 20/08/2001 relative au développement de l'investissement, modifié par la loi de finance 2015.

Site Web

www.ANDI.dz

<http://www.bank-of-algeria.dz/legist9.htm>

<http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?definition/investis-directs-étrangers.htm>

<http://www.mdipi.gov.dz/?Conseil-National-de-I>

<http://www.ons.dz>.

http://www.animaweb.org/fr/algerie.fr/fr/IMG/pdf/MAROC-Les_investissement-direct-etranger-cle0ddf88.pdf

<http://www.diplomatie.gouv>

<http://www.animaweb.org/fr/algerie>

www.banquemonial.org.

Department of industrial policy and promotion, Ministry of Commerce and Industry

Liste des tableaux

Tableau n° 1 : Les flux des IDE entrants en Algérie	39
Tableau n° 2 : Le classement de l'Algérie par type d'indicateur de compétitivité économique	40
Tableau n° 3 : Répartition des projets d'investissements déclarés investis étrangers par secteur d'activité en 2015	42
Tableau n° 4 : Répartition des projets d'investissements étrangers par pays en 2015	42
Tableau n° 5 : Synthèse des atouts, et des faiblesses des IDE en Algérie	45
Tableau n° 6 : Détermination du nombre de retards pour les séries en niveau	54
Tableau n° 7 : Les résultats du test de racine unitaire ADF sur les autres variables... ..	58
Tableau n° 8 : Détermination le nombre de retards VAR.....	60
Tableau n° 9 : Test de spécification... ..	61
Tableau n° 10 : Test de la trace.....	62
Tableau n° 11 : Estimation du modèle VECM (PIB-IDE)	63
Tableau n° 12 : Résultat du test LM d'indépendance sérielle.....	65

Liste des figures

Figure n°1 : Nombre de projet d'IDE vers l'Algérie par pays d'origine... ..	41
Figure n°2 : Evolution de produit intérieur brut (million de dinars constants)... ..	48
Figure n°3 : L'évolution des investissements directs étrangers (dollars).....	49
Figure n°4 : L'évolution de taux de change (%)... ..	50
Figure n°5 : L'évolution de taux d'inflation (%)	51
Figure n°6 : L'évolution de taux de chômage.....	52
Figure n°7 : L'évolution de taux d'intérêt	53
Figure n°8 : Validation du modèle VECM... ..	64
Figure n°9 : Analyse des fonctions de réponses impulsionnelles... ..	68

Annexes

Annexe

Annexe 01 : bases de données

Année	PIB (dinars)	IDE (dollars)	TCH (%)	INF (%)	CHO (%)	TXI (%)
1970	24072.3	80120000	4.94	4.94	30.9	2.5
1971	24922.08	600000	4.91	17.15	28.7	2.5
1972	30413.2	41490000	4.48	-4.60	27	2.75
1973	34593.1	51000000	3.96	9.62	25.3	2.75
1974	55560.9	358000000	4.18	48.89	24.2	2.75
1975	61573.9	119000000	3.95	5.91	23.5	2.75
1976	74075.1	187000000	4.16	10.84	22.2	2.75
1977	87240.5	178452646.78	4.15	11.92	21.8	2.75
1978	104831.6	135152172.30	3.97	10.08	21	2.75
1979	128222.6	25692486.03	3.85	13.98	20	2.75
1980	162507.2	348669038.12	3.84	25.86	18.5	2.75
1981	191468.5	13207259.36	4.32	14.35	17	2.75
1982	207551.9	-53569192.64	4.59	1.93	16.9	2.75
1983	233752	417641.16	4.79	6.80	13.5	2.75
1984	264469.8	802668.87	4.98	8.43	12.8	2.75
1985	291597.2	397788.29	5.03	4.97	11	2.75
1986	296551.4	5316528.37	4.70	2.40	18	2.75
1987	312787.1	3711537.89	4.85	8.84	21	5
1988	347716.9	13018265.02	5.91	9.06	22	5
1989	422043	12091646.79	7.61	16.01	16.89	7
1990	554388.1	334914.56	8.96	30.25	19.79	8.75
1991	862132.8	11638686.45	18.47	53.78	20.60	10.5
1992	1074695.8	30000000	21.84	21.92	23	11
1993	1189724.9	0	23.35	13.62	23.2	11
1994	1487403.6	0	35.06	29.07	24.4	15
1995	2004994.7	0	47.66	28.57	27.89	14
1996	2570028.9	270000000	54.75	24.02	28.2	13
1997	2780168.1	260000000	57.71	7.01	28.6	11
1998	2780168.1	606600000	58.74	-3.13	28	9.5
1999	3238197.5	291600000	66.57	10.85	29.2	8.5
2000	4123513.9	280100000	75.26	24.59	29.77	6
2001	4227113.1	1107900000	77.22	0.71	27.3	6
2002	4521773.3	1065000000	79.68	1.90	25.9	5.5
2003	5247482.8	633700000	77.39	8.32	23.7	4.5
2004	6135917	881900000	72.06	10.62	20.1	4
2005	7543965.3	1080999999.99	73.28	16.45	15.3	4
2006	8640499.9	1796000000.07	72.65	11.28	12.3	4
2007	9366526	1662000000	69.29	7.33	13.8	4
2008	11090022	2595000000	64.58	14.60	11.3	4
2009	10034255	2760000000.01	72.65	-11.26	10.2	4
2010	12049493	2291200000	74.39	16.24	11.4	3
2011	14647966	2571000000	72.94	4.52	9.7	3
2012	16691252.3	1500402453	77.53	8.89	11	3.5
2013	16681921.0	1691886708	79.38	3.25	9.83	3.5
2014	17205106.3	1502206171	80.56	2.92	10.6	3.5
2015	16799214.0	-537792921	100.69	4.78	10.5	3.5
2016	17514634.9	1638263954	109.44	6.40	11.66	3.5
2017	18575761.1	1200965280	110.97	5.59	13.15	3.75
2018	20259044.3	1506316886	116.59	4.27	14.35	3.75

Source : (office national des statistiques : produit intérieur brut(PIB)), (banque mondiale : l'investissement direct étranger (IDE)), (banque mondiale : taux de change (TCH)), (banque mondiale : taux de chômage (TCHO)), (TCHO : ONS), (banque d'Algérie : taux d'intérêt (TXI)).

Annexe

Annexe N°02 : Les valeurs critiques de la constante et de la tendance du test ADF

N	Modèle (2)			Modèle (3)					
	Constante			Constante			Tren d		
	1%	5%	10%	1%	5%	10%	1%	5%	10%
25	3.41	2.61	2.20	4.05	3.20	3.20	2.77	2.85	2.39
50	3.28	2.56	2.18	3.87	3.14	3.14	2.75	2.81	2.38
100	3.22	2.54	2.17	3.78	3.11	3.11	2.73	2.79	2.38
250	3.19	2.53	2.16	3.74	3.09	3.09	2.73	2.79	2.38
500	3.18	2.52	2.16	3.72	3.08	3.08	2.72	2.78	2.38
∞	3.18	2.52	2.16	3.71	3.08	3.08	2.72	2.78	2.38

Table des matières

Remerciements

nt Dédicace

Liste des

abréviations

Sommaire

Introduction générale _____ **1**

Chapitre I : Cadre conceptuel relatif aux IDE et la croissance économique

Introduction _____ **4**

Section 1 : IDE : Définitions et concepts théoriques _____ **4**

1-1. Définitions des IDE : _____ **4**

1-1-1- Définition selon FMI _____ **5**

1-1-2- Définition selon l'OCDE _____ **5**

1-1-3- Définition selon la banque mondiale _____ **5**

1-1-4- Définition selon l'OMC et la CNUCED _____ **5**

1-2- Formes des IDE _____ **6**

1-2-1- Greenfield (création nouvelles) _____ **6**

1-2-2- Les fusions-acquisitions _____ **6**

1-2-3- La joint-venture _____ **6**

1-2-4- La succursale _____ **7**

1-2-5- La franchise _____ **7**

1-2-6- La sous-traitance internationale _____ **7**

1-3- Les structures des IDE _____ **8**

1-3-1- Les IDE horizontaux _____ **8**

1-3-2- Les IDE verticaux _____ **8**

1-4- Les déterminants de IDE _____ **9**

1-4-1- La taille du marché _____ **9**

1-4-2- Le coût et la qualité de la main-d'œuvre _____ **10**

1-4-3- Le degré d'ouverture commerciale _____ **10**

1-4-4- Accès aux ressources naturelles	10
1-4-5- La stabilité macroéconomique	11

1-4-5-1- La croissance	11
1-4-5-2- Le taux de chômage	11
1-4-5-3- Le taux d'inflation	11
Section 2 : Les approches théoriques de la croissance économique	12
2-1- Définition de la croissance économique	12
2-2- Formes et types de la croissance économique	13
2-3- la mesure de croissance économique	13
2-4- Les théories de la croissance économique	13
2-4-1- L'école classique libérale	14
2-4-1-1- La division internationale d'Adam Smith(1776) :	14
2-4-1-2- Le principe de population de Thomas Malthus (1796) :	14
2-4-1-3- Les rendements décroissants de David Ricardo(1817)	14
2-4-1-4- La destruction du capitalisme selon Marx (1844) :	15
2-4-2- La conception Keynésienne	15
2-4-3- La conception néoclassique	16
2-4-4- Les théories de la croissance endogène	17
Section 3 : IDE, croissance économique : quel rapport ? :	19
3-1- Travaux théoriques	19
3-1-1- Les IDE et les théories néoclassique de la croissance :	19
3-1-2- Les IDE et les théories de croissance endogène	20
3-2- Effet des IDE sur le développement économique	20
3-2-1- Effet des IDE sur les investissements domestique :	20
3-2-2- Effet des IDE sur le commerce extérieur :	21
3-2-3- Effet des IDE sur le transfert de technologies :	22
3-2-4- Effet des IDE sur le développement des ressources humaines :	22
3-2-5- Effet des IDE sur l'emploi :	22
3-2-6- Effet des IDE sur la réduction de la pauvreté :	23
3-2-7- Effet des IDE sur l'environnement	23
3-2-8- Effet des IDE sur la distribution des revenus et les conditions du travail :	24
3-2-9- L'effet des IDE sur la balance des paiements :	26
3-2-10- L'effet des IDE sur la croissance et la concurrence :	26
Conclusion	27

Chapitre II l'investissement direct étranger en Algérie

Introduction	28
Section 1 : L'encadrement des IDE en Algérie	28
1-1-Définition de l'investissement selon le code de l'investissement	29
1-2-Le financement des investissements	29
1-3-Liberté d'investissement et partenariat algérien	30
1-3-1-La liberté d'investissement	30
1-3-2-La partenariat :	30
1-3-3-Le droit de préemption de l'Etat :	32
1-4-Les garanties accordées aux investissements étrangers	33
1-4-1-L'égalité de traitement :	33
1-4-2-Clauses de stabilisation légale :	33
1-4-3-L'arbitrage :	33
1-5-Le transfert des capitaux	34
1-5-1-Le principe :	34
1-5-2-La procédure de transfert :	34
1-5-3-Le financement des investissements :	35
1-6-Les avantages fiscaux susceptibles d'être accordés aux investisseurs :	35
1-6-1-Avantages du régime général	36
1-6-2-Avantages du régime dérogatoire	37
1-7-Les institutions chargées de la promotion des investissements	38
1-7-1-Le conseil nationale de l'investissement (CNI) :	38
1-7-2-L'agence nationale de développement de l'investissement (ANDI) :	39
1-7-3-Le guichet unique :	40
Section 2 : L'évolution des IDE en Algérie	40
2-1-Tendance et flux d'IDE en Algérie :	40
2-1-1-La première période 1970-1980 :	41
2-1-2-La deuxième période 1980-1995 :	41
2-1-3-La troisième période 1995-2002 :	42
2-1-4-La période 2002 jusqu'à 2014 :	42
2-2-Les secteurs d'activités des IDE en Algérie :	45
2-3-Les principes pays émetteurs :	46
2-4-Les facteurs d'attractivités des IDE en Algérie :	47
2-4-1-proximité géographique	47

2-4-2-Disponibilité des ressources naturelles	47
2-4-3-Abondance des ressources humaines	48
2-4-4-Développement des infrastructures	48
2-4-5- Rétablissement des équilibres macro-économique et une situation économique favorables	49
2-5- Les limite à l'attractivité des IDE en Algérie :	50
Conclusion	51

Chapitre III : Étude économétrique de l'impact des investissements directs étrangers sur la croissance économique en Algérie

Introduction	52
Section 1 : présentation et analyse graphique des séries de données	52
Le choix des variables	52
Analyse graphique	53
Le produit intérieur brut (PIB)	53
Les investissements directs étrangers	54
Le taux de change	54
Le taux d'inflation	56
Le taux de chômage	56
Le taux d'intérêt réel	57
Section 2 : Étude de la stationnarité des séries de données	58
2.1- Application des tests de racines unitaires (test de DF et ADF) :	58
Application du test de racine unitaire ADF sur la série PIB	59
Présentation des résultats du test ADF sur les autres séries restantes	63
Section 3 : Analyse multivariée des séries de données	65
Estimation du modèle vectoriel à correction d'erreur	65
Validation du modèle VECM	69
Test sur les résidus (Test d'auto-corrélation des erreurs)	69
Interprétation économique du Modèle VECM	70
Analyse des fonctions de réponses impulsionnelles	72
Conclusion	74
Conclusion générale	75
Bibliographique	78
Liste des tableaux	83

Liste des figures	84
Annexes	85
Table des matières	86

Résumé

L'investissement direct étranger (IDE) est considéré aujourd'hui comme un facteur de développement. En effet l'objectif de ce travail est d'évaluer l'impact des IDE sur la croissance économique en Algérie durant la période 1970- 2018, en utilisant le modèle VAR.

Mots clés : IDE, croissance économique, VAR

Abstract

Foreign direct investment (FDI) is now considered a development factor. Indeed, the objective of this work is to evaluate the impact of FDI on economic growth in Algeria during the periode 1970 to 2018, using the VAR model.

Keywords : FDI, économic growth, VAR.

